



- 2 A00 1915

- 2 A00 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 31 JUILLET 1915

QUEBEC, SATURDAY, 51st JULY, 1915

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du vingt-six juin 1915, de nommer M. Thomas F. Cuddehy, professeur, de la cité de Montréal, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection créé par la division du district d'inspection de M. C. J. Miller. 4431

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the twenty sixth day of June, 1915, to appoint Thomas F. Cuddehy, professor, of the city of Montreal, school inspector for the new inspection district detached from the inspection district of inspector C. J. Miller. 4432

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, to wit:

Québec, 14 juillet, 1915.

Quebec, 14th July, 1915.

M. James Ballantyne, entrepreneur et maire de la ville de Montréal Ouest, juge de paix pour le district de Montréal.

James Ballantyne, contractor and mayor of the town of Montreal-west, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

MM. Arthur McLennan, marchand, du village de Plaisance, et A. Alonzo Cooke, cultivateur, de North Nation Mills, comté de Labelle, juges de paix pour le district d'Ottawa.

Arthur McLennan, merchant, of the village of Plaisance, and A. Alonzo Cooke, farmer, of North Nation Mills, county of Labelle, to be justices of the peace, for the district of Ottawa.

4473

C. J. SIMARD.

4474

C. J. SIMARD.

- 2 A00 1915

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le cinq juillet mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au seize août prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le cinq juillet prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEIZE AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juin, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,

4441

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

North End Coal Company, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juillet 1915, constituant en corporation MM. Lucien Richard Beaudry et Adrien Beaudry, avocats et conseils en loi du Roi, Ephrem Filion, avocat, Maurice Turbide, étudiant en droit, de Montréal, et Blanche McDougall, sténographe, de la ville de Verdun, dans les buts suivants:

Faire le commerce des bois, charbons, foin, grains, et de tous autres produits et marchandises;

Acquérir par achat ou autrement des immeubles terres, lots de terre, bâtisses, moulins, machines, outils, patentes, brevets d'invention ou droits sur des brevets d'invention, et toutes autres choses mobilières ou immobilières pouvant être nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et les payer en argent, actions de cette compagnie, acquittées en tout ou en partie, débetures ou autres valeurs, et les vendre, louer ou autrement en disposer de quelque façon que ce soit;

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
L. S.

P.-E. LEBLANC

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifth of July, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the sixteenth of August next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec, on the fifth July next; and hereby convene you for the SIXTEENTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Québec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twenty eight day of June, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

4442

Government Notices

North End Coal Company, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty-third day of July, 1915, incorporating Messrs. Lucien Richard Beaudry and Adrien Beaudry, advocates and King's Counsels, Ephrem Filion, advocate, Maurice Turbide, student at law, of Montreal, and Blanche McDougall, stenographer, of the town of Verdun, for the following purposes:

To deal in wood, coal, hay, grain and any other products and merchandise;

To acquire by purchase or otherwise real estate, lands, lots of land, buildings, mills, machinery, equipment, patents, brevets d'invention or rights therein, and any other moveable or immoveable effects, which may be deemed necessary or suitable for the company's purposes, and to pay for the same in cash, wholly or partly paid up shares of this company, debentures or other securities, and to sell, lease or otherwise dispose of same in any way whatever;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actifs de toute sorte, assumer les obligations et continuer les affaires de toutes personnes, sociétés ou corporations faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et les payer en argent, actions de cette compagnie, acquittées en tout ou en partie, débetures ou autres valeurs, et les vendre, louer ou autrement en disposer de quelque façon que ce soit;

Construire, entretenir, améliorer ou reconstruire des bâtisses, moulins, machines et autres choses nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles cette compagnie est constituée;

Acquérir, souscrire et posséder, vendre, transporter, disposer d'actions du capital social, de débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, et exercer tous les droits et privilèges de propriétés s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires ou entreprises et propriétés de cette compagnie en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la compagnie à quelque époque que ce soit, et en général exercer toute industrie et tout commerce que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitable les biens ou droits de la compagnie;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour autre services rendus relativement à sa formation et à la conduite de ses opérations, sous le nom de "North End Coal Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4427-31-2 Sous-secrétaire de la province

The Quebec Home Builders, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-un juillet, 1915, constituant en corporation MM. Michael Lawrence Dohan, banquier, de Lévis, George Fuller Peters, entrepreneur, de Montréal, Joseph Cyprien Achille Bédard, agent d'immeuble, Joseph Albini Faucher, notaire, et Joseph Cyprien Lacroix, commis, de la cité de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terres et intérêts en icelles, en même temps qu'aucune bâtisse ou construction qui pourrait se trouver sur les dites terres ou sur aucune d'elles, vendre, céder à bail, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens-fonds, de toutes ou de chacune des bâtisses et constructions qui y sont érigées ou qui pourront s'y trouver à l'avenir et prendre telle garantie qu'on jugera nécessaire;

Construire des bâtisses et faire le commerce des matériaux de construction;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of every kind, and to take over the liabilities and continue carrying on the business of any persons, firms or corporations carrying on a business similar to that of this company, and to pay for the same in cash, wholly or partly paid up shares of this company, debentures or other securities, and to sell, lease or otherwise dispose of same in any way whatever;

To construct, maintain, improve, or rebuild buildings, mills machinery and other things necessary or suitable for the purposes for which this company is incorporated;

To acquire, subscribe for and hold, sell, transfer dispose of shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, and to exercise all the rights and privileges of ownership attached thereto, including the right to vote thereon and to pay for the same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of the rights, business or undertakings and property of this company, in whole or in part, in any way whatever;

To do all such things as may be deemed necessary, convenient or suitable for the attainment of the hereinabove mentioned objects or which may appear to be profitable to this company at any time whatever, and generally to carry on any trade or business which may appear to this company capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To remunerate with paid up shares of this company, debentures or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing to shares of the capital stock of this company or for other services rendered in or about the formation of this company and the conduct of its business, under the name of "North End Coal Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4428-31-2 Deputy Provincial Secretary.

The Quebec Home Builders, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1915, incorporating Mrsses. Michael Lawrence Dohan, banker, of Lévis, George Fuller Peters, contractor, of Montreal, Joseph Cyprien Achille Bedard, real estate agent, Joseph Albini Faucher, notary, and Joseph Cyprien Lacroix, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now or may be hereafter erected thereon and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in buildings material;

Prendre et détenir des hypothèques sur aucune terre, bâtisses et constructions vendues en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat, vendre et autrement disposer de ces hypothèques;

Aider et assister, par avance de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, ceux qui construisent ou qui ont l'intention de construire sur les terrains appartenant à la compagnie, ou dans le voisinage d'iceux, et généralement travailler au développement des dits terrains;

Améliorer, changer et gérer les dits terrains et bâtisses;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou des hypothèques par les personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie pourra être en relations d'affaires, assumer et prendre charge de tels contrats et hypothèques en souffrance;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer ou qui peut être conduit de manière à lui bénéficier directement ou indirectement;

Généralement exercer aucun commerce conduisant à l'accomplissement parfait des fins pour lesquelles la présente compagnie est incorporée, sous le nom de "The Quebec Home Builders, Limited", avec un capital action de quatre vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-un juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4425—31-2 Assistant secrétaire de la province.

The H. and W. Importing Company.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1915, constituant en corporation MM. Robert Thomas Mullin, avocat, Alexandre Papineau Mathieu, avocat, Antonio Gauvreau, sténographe, Joseph Adhémar Ogden, notaire, Armand Mathieu, avocat, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, construire, réparer, installer, louer et prendre à bail, acquérir et vendre ou autrement exercer le commerce des machines, outillages de machinerie, nécessaires mécaniques ou tous autres articles de ce négoce, soit métalliques, soit de bois, soit des deux à la fois;

Importer, exporter, acheter, vendre à l'enchère ou autrement et faire le trafic de tous effets, denrées et marchandises de première ou de seconde main, généralement;

Demander, requérir, prendre à bail et disposer des marques de commerce, dessins industriels, brevets et droits d'invention, permis et privilèges se rapportant à une invention qui sera considérée utile et nécessaire, fabriquer, se servir, employer et exploiter la dite invention;

Vendre, céder à bail ou autrement, disposer d'aucune propriété ou entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, pour telle compensation qui sera jugée convenable ou nécessaire par la compagnie et spécialement, en tout ou en partie, pour des actions, débetures, capitaux, obligations ou valeur dans aucune autre compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce,

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, or otherwise dispose of said mortgages;

To aid and assist by advances of money, or otherwise, with or without security builders and intending builders upon any lands belonging to the company, or in the neighbourhood of such lands, and generally to promote the improvement of the said land;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts in default;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on, or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit the company;

And generally to carry on any business incidental to the proper fulfilment of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Quebec Home Builders, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4426—31-2 Deputy Provincial Secretary.

The H. and W. Importing Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventeenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Robert Thomas Mullin, advocate, Alexandre Papineau Mathieu, advocate, Antonio Gauvreau, stenographer, Joseph Adhemar Ogden, notary, and Armand Mathieu, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes;

To manufacture, construct, repair, install, let-lease, acquire, sell or otherwise deal in machines, machinery supplies, mechanical requisites or any other articles of trade, either of metal or wood or both together;

To import, export, buy, sell by auction or otherwise and deal in goods, wares and merchandises second or new, generally;

To demand, require, lease and dispose of trademarks, industrial designs, patents and patent rights, license and privileges for or concerning an invention which may be considered profitable or necessary, and to manufacture, utilize, employ and work the said invention;

To sell, lease or otherwise, dispose of any property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as may be convenient or judged expedient, by the company and in particular wholly or partly in shares, debentures, stocks, bonds or securities, of any other company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the business, in whole or in part, the

de l'actif ou du passif d'aucune personne ou corporation exerçant le commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant à ses objets;

Se fusionner et conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou corporation faisant ou sur le point de faire un commerce ou des transactions semblables à celles de la présente compagnie, pour exercer ou continuer à exercer aucun commerce, à faire aucune transaction capable d'être exercé ou faite de manière à bénéficier directement ou indirectement à la présente compagnie; avancer de l'argent, garantir l'exécution des contrats ou autrement aider telle personne ou corporation; prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de ces personnes et corporations, aussi les vendre, les détenir, les réemettre, avec ou sans garantie, ou autrement disposer de ces actions et valeurs;

Emettre et distribuer, comme entièrement libérées, des parts de la compagnie en paiement total ou partiel d'aucun commerce, d'aucune franchise, ou entreprise, d'aucune propriété, d'aucun droit, pouvoirs, privilèges, concession, licence, contrat, bien-fond, obligation, débeture ou aucun autre bien et droit que la dite compagnie pourra acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes, ou encore, en paiement du travail fait ou des services rendus.

Placer et disposer des deniers et de l'actif de la compagnie, de temps à autre, de la manière indiquée par les directeurs, en acquérant ou achetant des immeubles ou des obligations, débetures, biens-fonds, actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement ou d'aucune corporation municipale ou scolaire, banque à charte ou aucune autre personne ou compagnie légalement organisée;

Distribuer aux actionnaires, en nature, aucune propriété immobilière de la compagnie, et particulièrement, les parts et valeurs dans d'autres corporations, qui appartiennent à la présente corporation;

Exercer tous et chacun des commerces susdits soit comme principaux, soit comme agents, soit comme procureurs;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires ou propres à la réalisation d'aucun des susdits objets;

Faire le commerce d'immeubles, en général, soit comme agents, soit autrement;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exercer et contrôler aucune usine électrique, aucun aqueduc, chemin, route possédés par la compagnie ou sous son contrôle, pont, réservoir, bateaux à vapeur, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, appareils d'électricité, boutiques, magasins et autres installations et commodités qui pourront paraître de nature à promouvoir, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie, accorder des contributions et des subsides ou autrement aider et prendre part à la construction, à l'amélioration, à l'entretien, à l'exploitation, à la gérance, à l'exercice et au contrôle de ces entreprises, sous le nom de "The H. and W. Importing Company", avec un capital action de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en trois cent quatre-vingt (380) parts de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4479-31-2 Assistant-Sec. de la province.

property or liabilities of any person or company carrying on a business which this company is authorized to carry on or possesses of property suitable for the purposes of this company;

To amalgamate and enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with person or companies carrying on or about to carry on any business or transaction similar to that of this company, to carry on or continue any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit of said company, and to lend money to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise, acquire shares or securities of such person or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise dispose of such shares or securities;

To issue and allot as fully paid up shares of the company in full payment or in part payment of any business, franchise or undertaking property, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, real-estate, capital bonds, debentures or any other property and rights which the said company may acquire under the powers hereby conferred, work done and services rendered;

To place and dispose of the money and assets of the company from time to time as the directors may direct, in acquiring or buying immovable or in buying bonds, debentures, real-estate, shares or other securities of any government or corporate body, municipal or school or of any chartered bank or of any other company duly incorporated or person;

To distribute among the shareholders of the company in special any immovable property of the company and in particular the shares, securities of other companies belonging to this company;

To carry on all or any of the above business either as principals, agents, attorney.

To do all and everything necessary or proper for the attainment of any of the above objects;

To deal in real estate generally, as agents or otherwise;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any electrical plant, waterwork, roads, ways owned or controlled by the company, bridges, reservoirs, steamships, water-courses, wharves, manufactories, warehouse, electric work, shops, stores and other works and convenience which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidies or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof, under the name of "The H. and W. Importing Company", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into three hundred and eighty (380) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4480-31-2 Deputy Provincial Secretary.

L'Habitation Economique, Inc.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze juillet 1915, constituant en corporation MM. Louis Philippe Lessard, comptable, Joseph Elias Michaud, comptable, Joseph Séraphin Lamoureux, payeur, Aimé Rodolphe Paquin, agent, Zénon Galarneau, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les opérations générales d'une compagnie foncière et de placement dans toutes ses branches;

Acquérir des terrains en cette province et y bâtir des maisons d'habitation, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés;

Exercer l'industrie d'entrepreneur et de constructeur, et favoriser, en cette province, la construction de maison d'habitation économiques;

Faire des avances aux personnes avec lesquelles la compagnie sera en relations d'affaires;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

Exercer le commerce d'agents ou intermédiaires, pour le placement, en commun ou séparément, en achat de propriété immobilières ou sur garanties hypothécaires ou autres, des fonds ou deniers à elle remis à cette fin, et suivant les conventions arrêtées avec ses principaux;

Acquérir par achat ou autrement, la totalité ou une partie des affaires, droits et biens, et se charger ou nom des obligations de toute personne, société ou corporation exerçant une industrie semblable en tout ou en partie, à celle de la présente compagnie;

Vendre ou autrement céder la totalité ou une partie des affaires, biens et entreprises de la compagnie, comme industrie active ou autrement, aux clauses et conditions et pour la compensation que la compagnie jugera bon, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables, ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature toute propriété de la compagnie et en particulier des actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie aura le pouvoir de disposer;

Payer pour toutes réclamations de la compagnie ou pour toute propriété ou droits par elle acquis ou possédés, et en particulier pour tous services rendus ou à rendre à la compagnie, en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou par l'émission et la distribution de parts acquittées de son capital-actions, sous le nom de "L'Habitation Economique, Inc.", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4281-30-2 Sous-secrétaire de la province.

L'Habitation Economique, Inc.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1915, incorporating Messrs. Louis Philippe Lessard, accountant, Joseph Elias Michaud, accountant, Joseph Séraphin Lamoureux, paymaster, Aimé Rodolphe Paquin, agent, Zenon Galarneau, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of a real estate and investment company in all branches thereof;

To acquire lands in this province and erect thereon dwelling houses with convenient improvements and destined to be let at moderate prices;

To carry on the business of contractor and builder and to promote, in this province, the erection of economical dwelling houses;

To make advances to persons with whom this company may have business dealings;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which this company may think capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To carry on the business of agents or middlemen for the placing, in common or separately, in the purchase of immoveable property or upon mortgage security or otherwise, of funds or monies deposited with the company for such purposes, and according to the agreements entered into with its principals;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or any part of the business, rights and property, and to or not to take over the liabilities of any person, firm or corporation carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company;

To sell or otherwise convey the whole or any part of the business, property and undertakings of the company, as a going concern or otherwise, upon such terms and conditions and for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

To distribute in kind amongst the shareholders of the company any property of the company and in particular shares, bonds or other securities of any other companies belonging to this company or which this company has the power to dispose of.

To pay for all claims of this company or for any property or rights acquired or held by this company, and in particular for any services rendered or to be rendered to the company, in bonds or other securities or property of the company or by the issue and allotment of paid up shares of its capital stock, under the name of "L'Habitation Economique, Inc.", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4282-30-2 Deputy Provincial Secretary.

Parc Riverside, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze juillet 1915, constituant en corporation MM. Georges Delisle, agent financier, Aurelius Houde, manufacturier, Joseph Gaudiose Mainguy, agent, Hector Laferté, avocat, de la cité de Québec, et Gustave Fleury, agent financier, de Rimouski, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation de biens immobiliers et de biens mobiliers, et dans ce but d'acquérir des terrains et de les employer, utiliser et améliorer pour toutes fins de commerce; d'y construire des maisons, bâtisses ou édifices et de les convertir en logements différents pour des particuliers ou des familles, ou pour l'exploitation de l'industrie ou du commerce de toute personne, compagnie, société ou institution; d'exercer l'industrie d'entrepreneurs maçons, d'entrepreneurs menuisiers, d'entrepreneurs peintres, plombiers; de faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, de construire ou d'acquérir des aqueducs et de les exploiter; d'exploiter des carrières, des mines et terrains miniers, des limites à bois, des moulins à scie, des briqueteries, des sablières, de faire des travaux en béton; de faire toutes opérations immobilières et toutes affaires sur les valeurs mobilières commerciales et industrielles se rapportant subsidiairement aux objets de la compagnie;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions dans d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne, société, qui exerce un négoce quelconque.

De payer les services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour le prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, de donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou plusieurs fiduciaires pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garanties, sous le nom de "Parc Riverside, Limitée", avec un fonds social de cent quatre vingt-dix-neuf mille piastres (\$199,000.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4283-30-2

Sous-secrétaire de la province.

Parc Riverside, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of July, 1915, incorporating Messrs. Georges Delisle, financial agent, Aurelius Houde, manufacturer, Joseph Gaudiose Mainguy, agent, Hector Laferté, advocate, of the city of Quebec, and Gustave Fleury, financial agent, of Rimouski, for the following purposes:

To deal with moveable and immoveable property and for the above purpose to acquire lands and use, utilize and improve the same for any commercial purposes; to construct thereon houses buildings or edifices and to convert the same into various dwellings for individuals or families, or for the carrying on of the trade or business of any person, company, association or institution, to carry on the business of master masons, master joiners, master painters and plumbers; to deal in all kinds of building materials, to construct or acquire waterworks and operate the same; to operate quarries, mines, and mining lands, timber limits, saw-mills, brick-yards, and sand pits and to do any concrete work; to carry on any transactions in real estate and in commercial or industrial securities incidental to the company's objects;

To apply the whole or part of the funds of the company in the purchase of shares in other companies or the acquisition of the assets and goodwill of any person, firm or company engaged in any business whatever;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition made by the company, in paid up shares of the company or in cash or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow monies upon the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and pledge or sell the same for such price as may be deemed convenient, provided each such bond, obligation or other security be not for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immoveables or pledge the moveables of the company, or give both the above kinds of security to secure the payment of such bonds, obligations or other securities and of any loans of monies made for the company's purposes, to give through its officers duly authorized to one or several trustees to secure the payment of such bonds and obligations, a hypothec upon the immoveables of the company, mentioning the issue and amount of said bonds or obligations thus guaranteed, under the name of "Parc Riverside, Limitée", with a capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4284-30-2

Deputy Provincial Secretary.

Pierre Gauthier & Fils, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize juillet 1915, constituant en corporation MM. Lansing Lewis, gentilhomme; Pierre Gauthier et Emmanuel Gauthier, agents d'assurances de la cité de Montréal, Clovis R. Duclos, agent d'assurances, M. A. J. Gauthier, comptable, de Maisonneuve, dans les buts suivants:

Faire affaires comme courtier d'assurances ou comme agent d'assurances, afin de représenter toutes ou chacune des compagnies, raisons sociales ou particuliers exploitant ce genre d'affaires et d'accepter ou payer toute commission ou autres indemnités pour tous services rendus;

Commercer en achetant, vendant ou servant d'intermédiaire pour fournir et faire fournir tous genres d'inventions, appareils, devis et machineries avec leurs accessoires, s'appliquant ou ayant rapport à la prévention des incendies;

Promouvoir ou former des compagnies ayant pour objet la réalisation de toutes et chacune des fins susdites;

Acquérir et vendre au moyen d'acte de vente, de donation, d'échange, de bail ou de toute autre manière quelconque, tous lots de terre, bâtisses, et autres biens, et d'ériger sur les dits lots de terre toutes constructions quelconques; les pouvoirs ci-dessus devant servir chaque fois que la chose paraît nécessaire ou avantageuse aux entreprises générales de la compagnie;

Acheter toute clientèle d'assurances, s'unir ou entrer en société avec toutes personnes, compagnies ou corporations exploitant le même genre d'affaires que cette compagnie, ou faire toutes conventions pour le partage des profits, réunions d'intérêts, co-opérations, solidarité de risques, concessions réciproques ou pour toutes autres transactions;

Prêter tant pour la compagnie que pour toutes autres personnes, tous capitaux garantis par première hypothèque, et emprunter sur les immeubles de la compagnie toutes sommes nécessaires pour l'avancement de ses affaires;

Gérer toutes successions et se charger de l'administration de toutes propriétés, tant meubles qu'immeubles;

Louer, vendre ou disposer de toute autre manière, des affaires de la compagnie ou de toute partie d'icelle pour le prix et sujet aux conditions que la compagnie jugera à propos de fixer, avec pouvoir d'accepter en paiement de tel prix, des actions, débetures, hypothèques ou garanties de toutes autres compagnies ou corporations;

Attribuer aux actionnaires tout bien quelconque de la compagnie, sous formes d'actions, débetures, hypothèques, garanties ou en espèces;

Distribuer aux directeurs et aux actionnaires de la compagnie des actions libérées, à titre d'indemnité pour leur travail ou services rendus, et pour tous biens quelconques fournis à la compagnie, et généralement faire toutes choses se rapportant à l'exploitation des affaires de la compagnie, sous le nom de "Pierre Gauthier & Fils, Limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4325—30—2 Sous-secrétaire de la province.

Pierre Gauthier & Fils, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Lansing Lewis, gentleman, Pierre Gauthier and Emmanuel Gauthier, insurance agents, of the city of Montreal, Clovis R. Duclos, insurance agent, M. A. J. Gauthier, accountant, of Maisonneuve, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers or insurance agents as representatives of all or any companies, firms or individuals carrying on the same kind of business, and to accept and pay all commission fees or other indemnities for any services rendered;

To deal in, by purchase, sale or as middlemen for supplying all kinds of inventions, apparatuses, appliances, and machineries with accessories thereof relating or incidental to the prevention of fires or to have the above supplied by others;

To promote or form companies having for its objects the attainment of all or any of the above purposes;

To acquire and sell by deed of sale, gift, exchange, lease or in any other manner whatever, lots of land, buildings, and other property, and to erect upon the said lots of land any constructions whatever;

The above powers to be exercised whenever it may be deemed necessary or advantageous to the general undertakings of the company;

To purchase the goodwill of any insurance business, to unite or enter in partnership with any persons, companies or corporations carrying on a business similar to that of the company, or to enter into any agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concessions or for any other transactions;

To loan both for the company and for any other persons, any monies secured by first mortgage, and to borrow upon the security of the immovables of the company, all sums of money deemed necessary for the promotion of its business;

To manage any estates and to undertake the management of any property, moveable and immoveable;

To lease, sell or otherwise, dispose of the business of the company, or any part thereof, for such price and upon such conditions as the company may determine with power to accept in payment therefor, shares, debentures, hypothecs or securities of any other companies or corporations;

To allot to the shareholders any property whatever of the company, and in particular shares, debentures, hypothecs, securities or species;

To distribute to the directors and shareholders of the company paid up shares as the consideration for work done or services rendered by them, and for any property whatever supplied to the company, and generally to do all things incidental to the carrying on of the company's business, under the name of "Pierre Gauthier & Fils, Limitée", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4326—30—2 Deputy Provincial Secretary.

The Weedon Chemical Company.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16 juillet 1915, constituant en corporation MM. Charles Water Cate, conseil du Roi, John Perley Wells, avocat, Charles Dickinson White, conseil du Roi, Jean May Stewart, comptable et Agnès Dick, sténographe, de la cité de Sherbrooke, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de distillateurs de bois, fabriquer et faire le trafic des produits et sous-produits s'y rapportant, tant chimiques que pharmaceutiques, aussi, manufacturer, vendre et faire commerce de tous effets, denrées et marchandises qui sont connexes à la dite industrie qu'on peut fabriquer, vendre et dont on peut disposer en rapport avec icelle;

Demander, acquérir, se servir, louer et disposer d'aucune marque de commerce, nom de commerce, brevet, droit, invention, amélioration et procédés sous enregistrement, et d'aucune propriété, d'aucun droit qu'on pourra juger utiles à l'industrie de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, détenir, prendre charge, transporter, hypothéquer, grever, donner en gage, vendre, re-émettre ou autrement disposer des parts du capital-action, des obligations, débentures ou autres preuves de dettes d'aucune autre personne ou corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et aussi longtemps qu'ils les détiendront, exercer tous les droits et privilèges des propriétaires, y compris le droit de vote s'y rattachant;

Entrer en société ou conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices avec aucune personne ou corporation exerçant ou engagée dans aucune industrie ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou sur le point de s'y engager ou de l'exercer;

Promouvoir, aider à promouvoir, devenir actionnaire d'aucune corporation subsidiaire, alliée ou autre, exerçant une industrie ou ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, aliéner la totalité ou aucune partie de la propriété, l'entreprise et l'industrie de la compagnie en compensation de ce qu'elle jugera convenable, et spécialement contre des actions, des obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre corporation, distribuer aux actionnaires, au moyen de dividendes, les deniers, actions, obligations ou valeurs ainsi acquises, aussi répartir aucune propriété de la compagnie, sous le nom de "The Weedon Chemical Company", avec un capital-action de douze mille cinq cents piastres (\$12,500.00), divisé en deux cents cinquante actions (250), de cinquante (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Weedon Centre.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4327—30-2 Assistant-secrétaire provincial.

La Fonderie de Victoriaville, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf juillet 1915, constituant en corporation MM. Alfred Proulx et Thomas Proulx, industriels, J. Odélard Buteau et J. Ernest Buteau, mécaniciens, et Alyre Turgeon, étudiant, de Victoriaville, dans les buts suivants:

The Weedon Chemical Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Charles Water Cate, King's Counsel, John Perley Wells, advocate, Charles Dickinson White, King's Counsel, Jean May Stewart, accountant, and Agnes Dick, stenographer, of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of the distillation of wood, and the manufacture of and dealing in its products and by-products, both chemical and pharmaceutical, and to manufacture, sell and deal in all goods, wares and merchandise which are germane to the said business, which can advantageously be manufactured, sold and dealt in connection therewith;

To apply for, acquire, use, lease, and dispose of any trade-marks, trade-names, patents, patent rights, inventions, improvements and processes under registration, and any other such property or rights which may be deemed useful to the business of the company

To acquire by purchase, lease, or otherwise, and to hold, assume, transfer, hypothecate, mortgage, pledge, sell, re-issue, or otherwise dispose of, with or without guarantee, the shares of the capital stock, bonds, debentures, or other evidence of indebtedness created by any other persons or companies having objects similar to those of the company, and while holders thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into partnership, or into any agreement for sharing profits, with any person or company carrying or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on;

To promote, or assist in promoting, and to become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on, or having its objects the operation of any business similar to this company;

To sell or dispose of the property, undertakings and business of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for stock, bonds, debentures, or other securities in any other company, and to divide among the shareholders, by way of dividends, any cash, stocks, bonds or securities so received, and to distribute any of the property of the company, under the name of "The Weedon Chemical Company", with a capital stock of twelve thousand five hundred dollars (\$12,500.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at the village of Weedon Centre.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4328—30-2 Deputy Provincial Secretary.

La Fonderie de Victoriaville, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Alfred Proulx and Thomas Proulx, manufacturers, J. Udélard Buteau and J. Ernest Buteau, machinists, and Alyre Turgeon, student, of Victoriaville, for the following purposes:

Exploiter une fonderie et une boutique de machinerie pour la préparation sous ses formes les plus variées, des ouvrages en fer, en fonte, en acier, en cuivre, en bronze, en aluminium, et faire le commerce de toutes ces choses ainsi manufacturées;

Réparer et faire le commerce, a quelque titre que ce soit comme patron ou agent ou autre manière équivalente d'automobiles;

Manufacturer des poêles de toutes sortes et en faire le commerce sous toutes ses formes;

Des propriétés seront acceptées à compte d'actions, sous le nom de "La Fonderie de Victoriaville, Limitée", avec un fonds social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent vingt dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4357—30-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie des Modes, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet 1915, constituant en corporation MM. Alexandre Papineau Mathieu et Armand Mathieu, avocats de Montréal, Michael Murray Hackett, comptable, de Chambly Canton, Edward Henry Hewitt, comptable, et Alfred Bureau, gérant, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, produire, manufacturer et faire le commerce de toutes espèces de marchandises, d'articles de modes et de nouveautés;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux pour la vente des marchandises et du produit de toute autre maison de commerce et d'industrie;

Acquérir par achat ou autrement, tout ou partie de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et s'associer avec telles personnes, sociétés ou compagnies;

Développer ou aider au développement de toute compagnie auxiliaire ou alliée exerçant une industrie de même nature ou toute industrie reliée à celle de la présente compagnie et devenir actionnaire de telle compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, bail ou autrement, les biens, franchises, entreprises et affaires de toute telle corporation, et assumer les obligations d'icelle, et les payer en tout ou en partie en argent, actions, obligations ou autres garanties de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou partie du paiement, pour tous les biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle;

Tirer, faire, accepter, endosser et émettre des billets à ordre, lettres de change, mandats, valeurs et autres instruments négociables et transférables;

Distribuer au moyen de dividendes ou autrement, l'actif de la compagnie, soit en argent soit en nature, parmi les membres et particuliers au moyen d'actions acquittées, obligations ou stock de toute autre compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou partie d'icelle pour la considération que la compagnie approuvera;

To operate a foundry and machine shop for the preparation under its most varied forms of works in iron, cast-iron, steel, copper, bronze and aluminium and to deal in the above manufactured objects;

To repair and deal in automobiles either as principal or agent or in any other equivalent manner or title whatsoever;

To manufacture stoves of all kinds and deal therewith under all forms;

Properties to be taken on account of shares, under the name of "La Fonderie de Victoriaville, Limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4358—30-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie des Modes, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Alexandre Papineau Mathieu and Armand Mathieu, advocates, of Montreal, Michael Murray Hackett, accountant of Chambly Township, Edward Henry Hewitt, accountant, and Alfred Bureau, manager, of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export, produce, manufacture and deal in all kinds of merchandise, fashion and novelty goods;

To act as commission merchants and commercial agents for the sale of all merchandise and products of any other commercial and manufacturing firm.

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the assets of any person, firm or company carrying on a business similar to that of this company, and to enter into partnership with such persons, firms or companies;

To develop or assist in the development of any auxiliary or allied company carrying on a business of a like nature or any business germane to that of the present company and to become a shareholder in any such company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, and to acquire by purchase, lease or otherwise the property franchises undertakings and business of any such corporation and to take over the liabilities thereof, and to pay for the same, in whole or in part, in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment of any property or rights acquired by the company;

To draw, make, accept, endorse and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, securities and other negotiable and transferable instruments;

To distribute by way of dividends or otherwise the assets of the company, either in cash or in kind, among its members and in particular by means of paid up shares, bonds or stock of any other company;

To sell or alienate the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may agree upon;

Tout pouvoir accordé dans chacun des présents paragraphes ne sera limité, ni restreint par la disposition d'aucun autre paragraphe;

Faire, exécuter et accomplir tous autres actes et choses qui pourront être jugés nécessaires, ou avantageux pour l'exploitation du dit commerce de la compagnie, sous le nom de la "La Compagnie des Modes, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4359—30-2 Sous-secrétaire de la province.

The Regal Press, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 juillet 1915, constituant en corporation MM. John Wesley Blair et Francis Joseph Laverty, de Westmount, conseils du Roi, Charles Albert Hale et Auguste Réal Angers, avocats, Alexander Gordon Dewey, étudiant en droit, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'imprimerie, gravure, lithographie, réglure, gravure sur plaque, publication, relieure, stéréotypie, imprimerie à l'électricité, gravure en relief, estampillage, fabrication de la papeterie, et généralement exercer aucune industrie semblable au commerce des imprimeurs et des éditeurs;

Imprimer, publier et vendre des annonces, pamphlets périodiques, magazines, des livres, journaux, de la papeterie, etc., agir aussi comme intermédiaires pour d'autres dans l'impression, et la publication et la vente de ces articles.

Acheter, vendre manufacturer, commercer et trafiquer du matériel, machinerie, papeterie, boîtes en papier, outils appareils, accessoires et tous autres articles requis, d'usage, ou qui pourraient être utilisés en rapport avec les dits droits et commerce;

Acquérir, posséder et disposer des droits de brevets, desseins industriels, marques de commerce et autres droits et privilèges relatifs au commerce de la compagnie.

Acquérir par achat, bail ou autre titre, détenir, se servir, vendre et autrement disposer de temps à autre et en considération de ce que la compagnie estimera convenable, des biens personnels et fonciers de toute nature et description, y compris des bâtisses, usines et matériel, droits, privilèges, franchises, contrats, baux, brevets d'inventions, patentes, marques de commerce, ou entreprises et biens généralement jugés nécessaires au commerce de la présente compagnie;

Produire l'éclairage, la chaleur et la force motrice de toute espèce, vendre ou autrement disposer de l'excédant des besoins de la compagnie, dans les limites de la cité de Montréal; pourvu, cependant que la vente, la transmission ou la distribution de l'électricité ou autre énergie ou pouvoir, en autant que le surplus de production requis par la compagnie est concerné, sera subordonné aux règlements locaux et municipaux;

Acheter, prendre ou autrement acquérir, posséder, se servir, aliéner ou autrement disposer des parts, obligations et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou qui exerce une industrie dont l'exercice peut lui bénéficier directement ou indirectement; acquérir et détenir des actions, des débetures ou des valeurs

Any powers granted in any of the paragraphs hereof to be in no wise limited or restricted by the terms of any other paragraph;

To do, execute and carry out all other acts and things which may be deemed necessary or advantageous for the carrying on of the said business of the company, under the name of "La Compagnie des Modes, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4360—30-2 Deputy Provincial Secretary.

The Regal Press, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th July, 1915, incorporating Messrs. John Wesley Blair and Francis Joseph Laverty of Westmount, Kings Counsels, Charles Albert Hale and Auguste Real Angers, advocates, and Alexander Gordon Dewey, student at law, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printing, engraving, lithographing, ruling, plate-printing, publishing, book-binding, stereotyping electro-typing, embossing, stamping, paper-making, and generally to carry on any business of a similar nature to the trade of printing and publishing,

To print, publish and sell advertisements, pamphlets, periodicals, magazines, books, newspapers, stationary, etc., and to act as agents for the printing, publishing and sale of the same for others;

To buy, sell, manufacture, trade and deal in plant, machinery, stationary, paper boxes, tools, furniture, supplies, and all articles requisite in or which can or may be used in connection with the said rights and business;

To acquire, own and dispose of the patent rights, industrial designs, trademarks and other rights and privileges pertaining to the business of the company;

To acquire by purchase, lease or other title, and to hold, use, sell or otherwise dispose of from time to time and for such consideration as the company may think fit, real and personal property of every kind and description, including buildings, plants and material, rights, privileges, franchises, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks, or designs and assets generally deemed necessary for the business of the company;

To generate light, heat and power of any kind and to sell or otherwise dispose of any surplus in excess of the requirements of the company within the limits of the city of Montreal, provided, however, that any sale, transmission or distribution of electric or other power or force beyond the limits of the company shall be subject to local and municipal regulations;

To purchase, take or otherwise acquire and to hold, use, or alienate or otherwise dispose of the shares, bonds and securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to acquire and hold shares bonds or securities of any kind,

de toute espèce, tant personnelles que réelles, à l'acquit des dettes, engagements et obligations contractés envers la présente corporation, les remettre ou autrement en disposer;

Vendre, céder à bail ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune portion d'icelle, en compensation de ce qu'elle estimera convenable, se fusionner avec aucune personne, société ou corporation dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente compagnie, suivant les termes et conditions qui seront jugés avantageux;

Emettre en paiement d'aucun bien ou droit acquis par la compagnie, en vertu d'aucun titre, ou pour services rendus dans son organisation ou autrement, des parts entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou d'autres valeurs de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie similaire, soit de fabrication ou autre, qui pourra être utile à celle de la présente compagnie ou susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec icelle;

Faire toutes autres choses incidentes ou conduisant à la réalisation des objets ci-hauts mentionnés ou d'aucun d'eux.

Les objets, pouvoirs et fins ci-haut énumérés sont distincts et indépendants les uns des autres, et la compagnie peut poursuivre la réalisation ou l'exercice de l'un ou plusieurs des dits objets, pouvoirs et fins, sans considérer les autres; aussi, nulle clause ne sera restreinte dans son sens général ou autrement interprétée en rapport avec aucune autre relative aux dits objets, pouvoirs et fins, sous le nom de "The Regal Press, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents parts (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 17 juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4361—30-2 Sous-secrétaire de la province.

Académie des Sports, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juillet 1915, constituant en corporation MM. Léonidas Catalanos, ingénieur, Dame Louise Emond, épouse séparée de biens du dit Léonidas Catalanos et de ce dernier dûment autorisée, N. Baris, professeur, Christos Poulos et John A. Givas, commerçants, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser dans la mesure non défendue par le Code criminel du Canada et ses amendements ou par toute autre loi, des paris mutuels sur le jeu de billard, le tir à la carabine, la pelote basque, la lutte, et sur tous exercices propres au développement de l'habileté dans l'usage des armes, ou tous autres jeux permis par la loi, lesquels requièrent de la vigueur ou de l'adresse physiques au sens du Code Civil, et de faire tous règlements nécessaires à cette fin; exploiter des restaurants et salles à manger, salons de crème à la glace, magasins de bonbons et de chocolat, débits de tabac, et généralement, faire tout commerce pouvant se rattacher aux opérations de la compagnie, dans les cité et district de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans toute la province de Québec, sous le nom de "Académie des Sports, Limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, and to release or otherwise dispose of the same;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To issue in payment of any property or rights required by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or otherwise, fully paid-up and non assessable shares, bonds or other securities of the company;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, which may be useful to the business of the company, or which may seem to the company capable of being conveniently carry on in connection with the business of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The above objects, powers and purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects, powers and purposes without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed having regard to any other clause of such objects, powers and purposes, under the name of "The Regal Press, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4362—30-2 Deputy Provincial Secretary.

Académie des Sports, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. Léonidas Catalanos, engineer, Dame Louise Emond, wife separated as to property of the said Léonidas Catalanos, and by him duly authorized for the purposes hereof, N. Baris, professor, Christos Poulos and John A. Givas, traders, of the city of Montreal, for the following purposes:

To organize within the bounds allowed by the Criminal Code of Canada and amendments thereto or by any other law, paris-mutuels on billiard games, rifle shooting, football games, wrestling and any other exercises capable of developing skill in the use of arms, or any other games allowed by law which require strength or physical skill, within the meaning of the Civil Code, and to make any by-laws deemed necessary for the above purposes; to operate restaurants, and dining-rooms, ice-cream parlors, candy and chocolate stores, tobacco stands, and generally on any other business incidental to the company's business, in the city and district of Montreal, with power to establish branches throughout the whole of the province of Quebec, under the name of "Académie des Sports, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4285—30-2 Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "Royal Baking Powder Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry Miles, marchand de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 25 juillet 1915. 4429

Avis est donné au public qu'il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 26 juin 1915, de confirmer un acte de donation par les syndics de Léon Church, dans le canton Dundee, comté de Huntingdon, à la compagnie "Isle of Skye Cemetery Company", d'un certain lot de terre y désigné, pour être le dit lot de terre possédé et en être fait continuellement usage comme site de cimetière.

Avis est aussi donné que les sus-dits acte de donation et arrêté-en-conseil ont été enregistrés au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, le premier, le deuxième jour de février, 1912, et le dernier, le vingt-troisième jour de juillet 1915.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6824 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-septième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4477 Sous-secrétaire de la province.

AVIS

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivant, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relative au genre d'affaire mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu des bâtiments de ferme et des risques isolés (tel risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés) dans les limites du comté de Saint-Jean, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, ce vingt-deuxième jour de juillet 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4413—31-2

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4286—30-2 Deputy Provincial Secretary.

The "Royal Baking Powder Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law now in force in this province.

Its chief place of business in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry Miles, merchant, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant-Provincial Secretary.
Quebec, 25th July, 1915. 4430

Public notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in council bearing date the 26th June, 1915, to confirm a Deed of Donation from the trustees of the Leon Church, in the township of Dundee, county of Huntingdon to the "Isle of Skye Cemetery Company", of a certain lot of land therein described to be held and used, the said lot of land, as a cemetery forever.

Notice is also given that both the above Deed of Donation and Order in Council have been registered in the Registry Office of the county of Huntingdon the Deed of Donation, on the second day of February, 1912, and the Order in Council, on the twenty third day of July, 1915.

Given pursuant to the provisions of article 6824 of the R. S. P. Q., 1909, this twenty seventh day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4478 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, has been established in conformity with articles 6886 and following sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual fire insurance on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Saint Jean, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty second day of July, 1915.

For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department.
Québec. 4414—31-2

Québec, 22 juillet 1915

Avis est par le présent donné que "La Société d'Administration Générale", de Montréal, Qué., a été autorisée à transiger dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915 au 30 juin 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, ce 22 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier-Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4415

Québec, 23 juillet 1915.

Avis est par le présent donné que la "Prudential Trust Company, Limited", de Montréal, Qué. est autorisée à transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915, au 30 juin 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V., chap. 44, art. 7096y, ce 23 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier-Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4443

Québec, 23 juillet 1915.

Avis est par le présent donné que "The Montreal Trust Company", Qué., a été autorisée à transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915, au 30 juin 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, le 23 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier-Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4445

Québec, 23 juillet 1915.

Avis est par le présent donné que la "Capital Trust Corporation, Limited", d'Ottawa, Ont., a été autorisée à transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915 au 30 juin 1916.

Les nom et adresse du représentant principal sont: E. F. Surveyer, C. R., 145 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, ce 23 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier-Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4447

Québec, 24 juillet 1915.

Avis est par le présent donné que "The Canada Trust Company", de London, Ont., a été autorisée à transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915 au 30 juin 1916.

Les nom et adresse du représentant principal sont: Thomas Jones, 171 rue Saint-Jacques, Montréal, Qué.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, art. 7096y, ce 24 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier-Provincial.
Département du Trésor, Québec. 4449

Québec, 26 juillet, 1915.

Avis est par le présent donné que "The Canadian Trust Company", de Montréal, Qué., a été autorisée à transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, du 1er juillet 1915, au 30 juin 1916.

Quebec, 22nd July, 1915.

Notice is hereby given that "La Société d'Administration Générale", of Montreal, Que., has been registered to transact, in this province the business of a trust company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given pursuant to the Act 3 Geo. V., chap. 44, Art. 7096y, this 22nd day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Provincial-Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4416

Quebec, 23rd July, 1915.

Notice is hereby given that the "Prudential Trust Company, Limited", of Montreal, Que., has been registered to transact, in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given pursuant to the Act 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, this 23rd day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Provincial-Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4444

Quebec, 23rd July, 1915.

Notice is hereby given that "The Montreal Trust Company" of Montreal, Que., has been registered to transact, in this province the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Given pursuant to the Act 3 Geo. V, Chap. 44, Art. 7096y, this 23rd day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4446

Quebec, 23rd July, 1915.

Notice is hereby given that the "Capital Trust Corporation, Limited", of Ottawa, Ont., has been registered to transact, in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

The name and address of the Chief Agent is: E. F. Surveyer, K. C. 145 Saint James street, Montreal, Que.

Given pursuant to the Act, 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, this 23rd day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4448

Quebec, 24th July, 1915.

Notice is hereby given that "The Canada Trust Company", of London, Ont., has been registered to transact, in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

The name and address of the chief agent is Thomas Jones, 171 Saint James street, Montreal, Que.

Given pursuant to the Act 3 George V, chap. 44, Art. 7096y, this twenty fourth day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 4450

Quebec, 26th July, 1915.

Notice is hereby given that "The Canadian Trust Company", of Montreal, Que., has been registered to transact in this province the business of a Trust Company, from the first day of July, 1915, to the thirtieth day of June, 1916.

Donné en conformité avec la loi 3 Geo. V, chap. 44, Art. 7096y, ce 26 juillet 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant-Trésorier Provincial.

Département du Trésor.
Québec, 26 juillet 1915.

4471

1637-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 23 juillet 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de changer le nom de la municipalité scolaire de Ouiatchouan, dans le comté de Lac St-Jean, en celui de municipalité scolaire de la paroisse de Roberval. 4439-31-2

Standard Development Company.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juillet 1915, constituant en corporation M.M. John Wesley Blair et Francis Joseph Lavery, Conseils du Roi, Charles Albert Hale et Auguste Angers, avocats et Edythe L. Pearson, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage ou autrement et posséder, détenir, exploiter, améliorer, administrer, céder à bail, vendre, disposer et trafiquer des terres, ténements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, aussi construire, modifier, réparer et entretenir des bâtisses sur les terres que la compagnie aura en sa possession et sur lesquelles elle pourra avoir quelque intérêt; généralement, faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et d'amélioration; soit pour leur propre compte, à titre de principaux, soit à titre d'agents à commission ou autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exploiter et jouir des biens-fonds et bâtisses, des franchises, droits, privilèges et clientèle s'y rapportant, dont aucune personne, société ou corporation a la possession, la détention ou la jouissance;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originale ou autrement, ainsi que détenir, vendre ou autrement disposer des actions, du capital commun ou préférentiel, des débentures, bons et autres obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant un commerce qui peut être conduit de manière à profiter directement ou indirectement au bénéfice de la présente compagnie, et voter sur toutes les parts ainsi détenues par l'intermédiaire de tels procureurs que les directeurs pourront désigner;

Se fusionner avec aucune personne, société ou corporation dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente compagnie, suivant les termes et conditions qu'on jugera convenables;

Distribuer, en nature ou autrement, à ses actionnaires, tout bien de la compagnie et spécialement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie organisée pour assumer de la totalité ou d'aucune partie de l'actif de la présente compagnie;

Faire une émission d'actions libérées, d'obligations, de débentures ou autres valeurs de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat d'aucun bien-fonds, d'aucune bâtisse ou autre propriété que la compagnie pourra acquérir, posséder ou détenir sous l'autorité des présentes, ou pour rémunérer les services rendus par voie de promotion ou autrement;

Given pursuant to the act 3 George V, chap. 44, art. 7096y, this 26th day of July, 1915.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department.
Quebec, 26th July, 1915.

4472

1637-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 23rd July, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to change the name of the school municipality of Ouiatchouan, in the county of Lake St. John, into that of school municipality of the parish of Roberval. 4440-31-2

Standard Development Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of July, 1915, incorporating Messrs. John Wesley Blair and Francis Joseph Lavery, King's Counsels, Charles Albert Hale and Auguste Angers, advocates and Edythe L. Pearson, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own, hold, use, improve, manage, lease, sell, dispose of and deal in lands, tenements, hereditaments and immoveables and interests therein, and to erect, alter, repair, and maintain buildings upon any lands own by the company or in which the company may have any interest, and generally to carry on the business of a real estate and improvement company; either on its own account, as principals, or as agents on commission or otherwise;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, operate and enjoy the real estate and buildings, and the franchises, rights, privileges and goodwill appertaining thereto, owned, held or enjoyed by any person, firm or corporation;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell, or otherwise dispose of, shares, stock, whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having object similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of the company on such terms and conditions as may be deemed advisable;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company amongst its shareholders and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company in payment or part payment of the purchase price of any real estate, buildings or other property which the company may acquire, own or hold under the provisions hereof, or for services rendered by way of promotion or otherwise;

Payer à même les fonds de la compagnie le coût et les dépenses encourues dans l'organisation et l'incorporation de la présente compagnie;

Les pouvoirs conférés par chacun des paragraphes des présentes ne sont, en aucune manière, limités ou restreints par référence ou induction des termes d'aucun autre paragraphe;

Les opérations de la compagnie seront conduites dans toute la province de Québec, sous le nom de "Imperial Development Company", avec un capital-action de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le seizième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,
4299—30-2 Sous-secrétaire de la province.

To pay out of the funds of the company all cost and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The power in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The operation of the company to be carried on throughout the province of Quebec, under the name of "Imperial Development Company", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business, of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,
4300—30-2 Deputy Provincial Secretary.

ERRATA

A la page 1819 de la *Gazette Officielle* du 24 juillet 1915, aux numéros 4299-4300, lisez "Standard Development Company", au lieu de "Imperial Development Company". 4495

Re Proclamation de la paroisse de Sainte-Séraphine, à la page 510 de la *Gazette Officielle* du premier mars 1915, au numéro 887-88, troisième paragraphe, lisez: "aussi les lots Nos de 984 à 1,007 inclus du rang IX" au lieu de: "aussi les lots Nos de 984 à 1007 inclus du rang XI." 4437

ERRATA

On page 1819 of the *Official Gazette* of the 24th July, 1915, numbers 4299-4300, read "Standard Development Company", instead of "Imperial Development Company". 4496

Re Proclamation of the parish of Sainte-Séraphine, on page 510 of the *Official Gazette* of the first March, 1915, document numbers 887-88, in the third paragraph thereof, read: "and the lots Nos. 984 to 1,007, inclusively of range IX" instead of: "and the lots Nos. 984 to 1,007 inclusively of range XI." 4438

Avis Divers

Dans la Cour Supérieure. No 2323. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Dame Marie-Anne-Joséphine Lemieux, épouse commune en biens de M. Philias Edmond Pepin, marchand, de Saint-Martin et actuellement journalier, Demanderesse; vs le dit Philias Edmond Pepin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 juin 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,
4407—31-5 Procs. de la Demanderesse.

Dans la Cour Supérieure. No 2282. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Dame Amanda Lacasse, épouse commune en biens de Joseph Fortin, journalier de Saint-Camille, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs le dit Joseph Fortin, Défendeur. 4409—31-5

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 mai 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,
4409—31-5 Procs. de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Alice Fournier, Demanderesse, épouse commune en biens d'Albert Lemelin, tous deux de Sainte-Hénédine, cultivateurs.

La demanderesse a pris une action en séparation de biens contre son mari le dit Albert Lemelin.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,
Procureurs du Demandeur.
Québec, 22 juillet 1915. 4417—31-5

Miscellaneous Notices

In the Superior Court. No. 2323. Canada. Province de Québec. District de Beauce. Marie-Anne-Joséphine Lemieux, wife of Philias Edmond Pepin, merchant of Saint Martin, actually labourer, of the same place, has this day, instituted in action in sepration as to property against his husband, the said plaintiff duly authorized à *ester en justice*.

Dated at Saint Joseph Beauce, this 30th June, 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,
4408—31-5 Attorneys for Plaintiff.

In the Superior Court. No. 2282. Canada. Province of Quebec. District of Beauce. Dame Amanda Lacasse, of Saint Camille, Bellechasse, wife of Joseph Fortin, labourer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against his husband, the said plaintiff duly authorized à *ester en justice*.

Dated at Saint Joseph, Beauce, this 25th of May, 1915.

TALBOT & BEAUDOIN,
4410—31-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Alice Fournier, Plaintiff, wife common as to property of Albert Lemelin, both of Sainte Henedine, Farmers.

The plaintiff has instituted an action for separation as to property against her husband the said Albert Lemelin.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 22nd July, 1915. 4418—31-5

Cour Supérieure. No 2218. Province de Québec. District de Montréal. Dame Marie Excénaide Chauret, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Chartrand, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Wilfrid Chartrand, Défendeur.

La demanderesse a ce jour institué contre le défendeur, son époux, une action en séparation de biens.

LOUIS BOYER,
Avocat de la Demanderesse

Montréal, 21 juillet 1915. 4423—31-5

Cour Supérieure. No 5841. Province de Québec. District de Richelieu. Dame Madeleine Bellemare, du village de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, épouse commune en biens de Adolphe Michaud, marchand du même lieu, Demanderesse; vs le dit Adolphe Michaud, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, le 28 juin 1915.

ALLARD & ALLARD,
Procureurs de la Demanderesse.

Sorel, 23 juillet 1915. 4435—31-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, épouse commune en biens de Maroc Maron, de Montréal, tailleur, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Maroc Maron, de Montréal, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur aux présentes, le septième jour de juillet 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH
KEARNEY & LAFONTAINE,

4275 Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 1945. Dame Aurore Tessier, épouse de Wilfrid Davidson, cultivateur, de Saint-Alban, a intenté le 30 de juin 1915 une action en séparation de biens contre son mari.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

4277—30-5 Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1756. Dame Yetta Bogislansky, épouse commune en biens de Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure, en date du 11 juin 1915, Demanderesse, vs Abraham Baranov, des cité et district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 16 juin 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 29 juin 1915. 3957—27-2

Dans la Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 2003. Dame Léontine Bélanger, épouse commune en biens de Uldéric Côté, menuisier, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Uldéric Côté, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été institué en cette cause le troisième jour de juillet 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT, ME-
TAYER & LAFERTE,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 6 juillet 1915. 4115—28-2

Superior Court. No. 2218. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Marie Excénaide Chauret, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Chartrand, of the same place, Plaintiff; vs the said Wilfrid Chartrand, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband the Defendant herein.

LOUIS BOYER,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 21st July, 1915. 4424—31-5

Superior Court. No. 5841. Province of Quebec. District of Richelieu. Dame Marie Bellamare of the village of Saint Gabriel de Brandon, district of Richelieu, wife common as property of Adolphe Michaud, merchant of the same place. Plaintiff; vs the said Adolphe Michaud, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant on the 28th June, 1915.

ALLARD & ALLARD,
Attorneys for Plaintiff.

Sorel, 23rd July, 1915. 4436—31-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2011. Dame Leah Siffra Shapiro, wife common as to property of Maroc Maron, of Montreal, tailor, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Maroc Maron, of Montreal, tailor, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant herein on the seventh day of July, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,
KEARNEY & LAFONTAINE,

4276 Attorneys for plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Québec. No. 1947. Aurore Tessier wife of Wilfrid Davidson farmer, of Saint Alban has instituted an action in separation as to property on the 30th of June, 1915.

DROUIN, SEVIGNY & DROUIN,

4278—30-5 Attorneys for plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1756. Dame Yetta Bogislansky, wife common as to property of Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, duly authorized to ester en justice by judgment of the Superior Court on 11th June, 1915, Plaintiff; vs Abraham Baranov, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on June 16th, 1915.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 29th June, 1915. 3958—27-2

In the Superior Court. Canada. Province of Québec. District of Québec. No. 2003. Dame Léontine Bélanger, wife common as to property of Ulric Côté, joiner, both of the city of Québec, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Uldéric Côté, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the third day of July, 1915.

GALIPEAULT, SAINT-LAURENT, ME-
TAYER & LAFERTE,

Attorneys for the Plaintiff.
Québec, 6th July, 1915. 4116—28-2

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 984. Dame Polly Fink, Demanderesse; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 26 juin 1915.

TRITT & TRITT,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 juillet 1915. 4145—29-5

Cour Supérieure. Province de Québec, District d'Iberville. Dame Marie Ménard, de la paroisse de Saint-Athanase, dit district d'Iberville, épouse commune en biens de Martin Quinn, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite Cour.

P. A. CHASSE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Jean, 18 juin 1915. 4211

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 1845. Marie-Louise Gagné, modiste des cité et district de Montréal, épouse commune en biens du défendeur et dûment autorisée à ester en justice par l'un des Juges de la Cour supérieure, demanderesse; vs Joseph Francœur agent d'assurance des mêmes lieux, défendeur.

La demanderesse a intenté le 11 juin 1915, une action en séparation de biens contre le défendeur.

CINQMARS & CINQMARS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 28 juin 1915. 3929—27-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 984. Dame Polly Fink, Plaintiff; vs Samuel Clark (*alias* Klulhovt), Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this case on the 26th June, 1915.

TRITT & TRITT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th July, 1915. 4146—29-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Iberville. Dame Marie Ménard, of the parish of Saint Athanase, said district of Iberville, wife common as to property of Martin Quinn, of the same place, farmer, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband, before said court.

P. A. CHASSE,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 18th June, 1915. 4212

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1845. Marie Louise Gagné, dressmaker, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the Defendant, and duly authorized to ester en justice, by one of the Judges of the Superior Court, Plaintiff; vs Joseph Francœur, Insurance agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 11th June, 1915.

CINQMARS & CINQMARS,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 28th June, 1915. 3930—27-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de "Blatter Bros. Limited", en liquidation, Montréal, Qué.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et que si aucune objection n'est soulevé contre icelui, nous procéderons, le 16 août 1915, au paiement dudit dividende.

J. GORDON BIRNIE,
H. MURRAY GARDNER,
Liquidateurs conjoints.
128-129 Edifice Coristine.
Montréal, 24 juillet 1915. 4419

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.
No 7204.
Dans l'affaire de John Zain, commerçant de Joliette, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 19ième jour de juillet 1915, le soussigné a été nommé par ordonnance de cette Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau numéro 3 Notre-Dame-Est, sous 30 jours du présent avis.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curateur.
Bureau: 3 Notre-Dame-Est.
Montréal, 21 juillet 1915. 4457

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Blatter Bros. Limited", in liquidation, Montreal, Que.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and should there be no opposition, we will, on the 16th., day of August, 1915, proceed to pay such dividend.

J. GORDON BIRNIE,
H. MURRAY GARDNER,
Joint liquidators.
128-129 Coristine Bldg.
Montreal, 24th July, 1915. 4420

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.
No. 7204.
In re of John Zain, trader of Joliette, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of July, 1915, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file claims at my office No. 3 Notre-Dame street East, if they have not already done within 30 days of present notice.

OSCAR BEAUCHAMP,
Curator.
Office: 3 Notre-Dame street East.
Montreal, 21st July, 1915. 4458

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
No 314.

Dans l'affaire de J. J. Field faisant affaires sous les nom et raison sociale de "The Outremont Book Shop", Insolubles.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure en date du 20 juillet 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du susdit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à nos bureaux dans les trente jours de la présente date.

JOSEPH W. RICHARDS,
H. C. ORGAN,

Curateurs conjoints.

Bureaux de Richards, Organ & Richards,
515 Edifice "Power", Montréal, P.Q.
Montréal, 22 juillet 1915. 4421

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 302.

Dans l'affaire de: Ajalli Bros., 811 rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec, Insolubles.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure du district de Montréal en date du 19 juillet 1915, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des susdits insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,

Curateurs.

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 22 juillet 1915. 4451

Cour Supérieure

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de John Stewart & Company, de Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné que le 14 juillet 1915, par jugement de la cour supérieure, j'ai été nommé curateur aux biens des susdits insolubles au lieu et place de Georges C. McDonald, lequel a démissionné.

C. A. HODGSON,
Montréal, 22 juillet 1915. 4455

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Pontiac.

Dans l'affaire de Fred. & Mark Bowie (faisant affaires sous le nom de "Campbell's Bay Clothing Company") Débiteurs insolubles

et

John W. Peck & Company Limited,
Demandeur-créancier.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs insolubles ont fait un abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers le 24ième jour de juillet, 1915, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Pontiac, à Bryson, Qué.

LORENZO BELANGER,
Gardien provisoire.

Bureau: 402, Edifice Coristine.
Montréal, 26 juillet 1915. 4467

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 314.

In the matter of J. J. Field, doing business under the firm name and style of The Outremont Book Shop, Insolvents.

Notice is hereby given that by an order of the court dated 20th July, 1915, we were appointed joint curators to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

JOSEPH W. RICHARDS,
H. C. ORGAN,

Joint curators.

Offices of Richards, Organ & Richards,
515 Power Building, Montreal, P. Q.
Montreal, 22nd July, 1915. 4422

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 302.

In re Ajalli Bros., 811 Sainte Catherine East, Montreal, Que., Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court of the district of Montreal rendered this 19th day of July, 1915, the undersigned have been appointed curators to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,

Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, Notre Dame street East.
Montreal, 22nd July, 1915. 4452

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

In re of John Stewart & Company of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 14th of July, 1915, by an order of the Superior Court, I was appointed curator to the above named insolvents in the place and stead of George C. McDonald resigned.

C. A. HODGSON,
Montreal, 22nd July, 1915. 4456

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Pontiac.

In the matter of Fred. & Mark Bowie (doing business under the name & style of Campbell Bay Clothing Co.,)

Insolvent debtors.

and

John W. Peck & Company Limited,
Plaintiff creditor.

Notice is hereby given by these presents that the said insolvent debtors and an abandonment of their assets for the benefit of their creditors on the 24th day of July, 1915, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Pontiac, at Bryson, Que.

LORENZO BELANGER,
Provisional guardian.

Office: 402, Coristine Bldg.
Montreal, 26th July, 1915. 4468

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 319.

In re L. G. Leclerc & Co., de Montréal,

Insolvable.

Avis est par le présent donné que L. G. Leclerc & Co., commerçante de Montréal, a fait ce jour à la cour un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé délégué gardien provisoire.

OSCAR BEAUCHAMP,

Délégué gardien provisoire.

Bureau: 3 Notre-Dame Est.

Montréal, 16 juillet 1915.

4453

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de R. Jacobson, 312 rue Saint-Dominique, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 25 juillet 1915, nous avons été nommé curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toute personne ayant quelque réclamation contre le dit insolvable est tenue de la produire dûment attestée sous serment, dans les trente jours de la présente date.

J. WILFRID MICHAUD,

HENRI DESROSIERS,

Curateurs conjoints.

Bureau de

Michaud & Desrosiers,
Comptables et liquidateurs,
55 rue Saint-François-Xavier, Montréal
Montréal, 26 juillet, 1915.

4465

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 490.

Dans l'affaire de Nazaire Deschênes, commerçant, de la paroisse de Sainte-Flore, district des Trois-Rivières, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, le 23 juillet, 1915, un abandon judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit failli.

HENRI BISSON,

Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 27 juillet 1915.

4491

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 341.

Dans l'affaire de "The Cosmopolitan Store, 35 rue Notre-Dame-Ouest, Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en la susdite affaire lequel est ouvert à contestation jusqu'au 25 août 1915. Après cette date, ce dividende sera payable à notre bureau, No 92, rue Notre-Dame-Est, Montréal.

J. G. DU HAMEL,

H. H. BEAULIEU,

Curateurs.

Bureau de

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, 27 juillet 1915.

4493

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 319.

In re L. G. Leclerc & Co., of Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that L. G. Leclerc & Co., merchant of Montreal, has this day made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, and that I have been appointed deputy provisional guardian.

OSCAR BEAUCHAMP,

Deputy provisional guardian.

Office: 3 Notre-Dame street East.

Montreal, 16th July, 1915.

4454

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of R. Jacobson, 312 Saint Dominique Street, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 26th day of July, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,

HENRI DESROSIERS,

Joint Curator.

Office of

Michaud & Desrosiers,
Accountant and Liquidators,
Room 24—55 Saint François Xavier street.
Montreal, 26th July, 1915.

4466

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 490.

In the matter of Nazaire Deschênes, trader of the parish of Sainte-Flore, district of Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has made the 23rd of July, 1915, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

HENRI BISSON,

Provisional guardian.

Three Rivers, 27th July, 1915.

4492

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 341.

In re The Cosmopolitan Store, 359 Notre Dame street, West, Montreal, Qué., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which is open to objection until the 25th day of August, 1915, after which date this dividend will be payable at our office, No. 92, Notre Dame street East, Montreal.

J. G. DUHAMEL,

H. H. BEAULIEU,

Curators.

Office of

Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
La Sauvegarde Bldg.
Montreal, 27th July, 1915.

4494

Cour Supérieure.

Montréal,
No 197.

Dans l'affaire de Alfred Moir, Westmount.

Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 12 août 1915. Après cette date, le dit dividende sera payé.

H. J. ROSS,
Curateur.

180 rue Saint-Jacques,
Montréal, 22 juillet 1915.

4469

Avis

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Antoine de Pontbriand, dans le comté de Mégantic, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 51 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$41,450.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-unième jour de juillet, mil neuf cent quinze.

OMER POIRIER,
Président.

JOS. F. ROY, Ptre,
Secrétaire.

4411

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie des Tramways de Montréal, aura lieu aux bureaux de la compagnie Street Railway Chambers, 78 rue Craig ouest, à midi, jeudi, le 3 août 1915.

Les livres de transport seront fermés du 14 juillet au 2 août, ces deux journées inclusivement.

Par ordre du Bureau de direction.

PATRICK DUBE,
Secrétaire-trésorier.

20 juin 1915.

3959-27-4

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Rimouski.
No 5205.

Philippe Larouche, Demandeur; vs Les Héritiers d'André Turcotte, Défendeur; et Blais et al, Tiers-saisis; et Talbot Limitée, Opposants.

Rimouski, le dix-septième jour du mois de juillet 1915, sur l'ordre du protonotaire, en l'absence du juge, donné ce jour, vu l'allégation d'insolvabilité de "Les Héritiers de feu André Turcotte, en son vivant de la paroisse de Saint-Valérien", défendeurs; les créanciers des dits défendeurs qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supé-

Superior Court.

Montreal,
No. 197.

In the matter of Alfred Moir, Westmount,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until 12th August 1915, after which dividend will be paid.

H. J. ROSS,
Curator.

180 Saint James street,
Montreal, 22nd July, 1915.

4470

Notice

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Antoine de Pontbriand" in the county of Megantic, in the province of Quebec, has complied with the provisions of article 6889 of Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and that 51 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of \$41,450.00.

Given pursuant to the article 6889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty first day of July, one thousand nine hundred and fifteen.

OMER POIRIER,
President.

JOS. F. ROY, Ptre,
Secretary.

4412

MONTREAL TRAMWAYS COMPANY.

ANNUAL GENERAL MEETING.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of the Montreal Tramways Company; will be held at the Company's offices, Street Railway Chambers, 78 Craig Street West, at twelve o'clock noon, on Tuesday the 3rd day of August, 1915.

The transfer books will be closed from the 14th day of July to the 2nd day of August, both days inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBE
Secretary Treasurer.

June 29th 1915.

3960-27-4

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Rimouski.
No. 5205.

Philippe Larouche, Plaintiff; vs The Heirs of André Turcotte, Defendant; and Blais et al., Garnishees; and Talbot Limitée, Opposants.

Rimouski, the seventeenth day of July, 1915, upon the order of the prothonotary, in the judge's absence, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the Heirs of the late André Turcotte, in his lifetime of the parish of Saint Valérien, defendants, the creditors of the said defendants who have not yet filed their claims are hereby called upon to file same in this case, at the office of the prothonotary of the

rieure pour ce district, à Rimouski, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

ARTHUR CHAMBERLAND,
P. C. S.

Gagnon, Sasseville & Gagnon,
Procureurs du demandeur. 4295—30-2

Ratification

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No. 2355.

La Cie J. H. Gignac, Limitée, corps politique et incorporé ayant le siège principal de ses affaires à Québec, Requérante.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Québec, un acte passé devant Alexandre Gauvreau, notaire, à Québec, le dix-huitième jour du mois de Novembre, mil neuf cent dix, entre la Compagnie Paquet, Limitée, corps politique, dûment incorporée par la loi 1 Édouard VII, chapitre 75, statut de Québec, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, à la dite requérante, la Cie J. H. Gignac, Limitée, étant une vente par la dite Compagnie Paquet, Limitée, à la dite requérante, "d'un certain lot situé en la paroisse de Saint-Roch de Québec, de forme irrégulière, faisant partie de la ferme de la Vacherie sur la Pointe-aux-Lièvres, en la dite cité de Québec, et étant à peu près les deux cinquièmes sud-est du lot numéro (4) quatre, du cadastre officiel du quartier Saint-Roch de Québec, le dit terrain présentement vendu indiqué au plan annexé à l'acte d'acquisition de Monsieur Napoléon Drouin, l'un des auteurs de la dite venderesse, de l'Honorable commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la dite province de Québec, passé devant Joseph Allaire, notaire, à Québec, le deux avril mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et décrit comme suit en anglais au procès-verbal fait par Charles Baillargé, arpenteur, en date du neuf avril mil huit cent soixante-douze, savoir: Je soussigné, arpenteur juré, certifie par les présentes que le 9 avril 1872, j'ai procédé, à la demande de J. G. Bossé, écuyer, à arpenter un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, à la Pointe-aux-Lièvres, sur la rive nord de la rivière Saint-Charles, cet arpentage fait, d'après les instructions que j'ai reçues, dans le but seulement de m'assurer des dimensions et de l'étendue du lot en question, le dit lot faisant face à la rue Dorchester et la rue Jacques-Cartier, par lesquelles il est bordé vers l'est, suivant les lignes B, D, E, où il mesure depuis B à C, 210 pieds, depuis C à E, 705 pieds, vers le nord 278 pieds, depuis E à F, où il est borné par la propriété du Gouvernement provincial, vers l'ouest par la dite rivière Saint-Charles, d'après la ligne de haute marée, le terrain au delà de cette ligne et jusqu'à la ligne de basse marée de la rivière étant incliné et inutile excepté pour des quais le long de la berge, et vers le sud, soit A, B, par la propriété du Gouvernement provincial où elle mesure 35 pieds. La largeur ou la profondeur du lot varie depuis 25 pieds à A, B, jusqu'à 278 pieds à E, F, et est d'une moyenne d'environ 120 pieds, laquelle formant un front de 915 pieds sur les dites rues donne une étendue de 109,800

superior court, for this district at Rimouski, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, pursuant to articles 673 and 694 of the Code of Civil Procedure.

ARTHUR CHAMBERLAND,
P. S. C.

Gagnon, Sasseville & Gagnon,
Attorneys for the plaintiff. 4296—30-2

Ratification

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 2355.

La "La Cie J. H. Gignac, Limitée", a body politic and corporate having its chief place of business, at Québec, Petitioner,

Notice is hereby given that there has been deposited of the office of the Prothonotary of the Superior Court, of the district of Québec, a deed passed before Alexandre Gauvreau, notary, at Québec, on the 18th day of November, 1910, between "La Cie Paquet, Limitée", a body politic duly incorporated by the Quebec Statute 1 Edward VII, chapter 75, having its principal place of business at Québec, and the petitioner, "la Cie J. H. Gignac, Limitée", being a sale by the said "Cie Paquet, Limitée", to the said petitioner of "a certain lot situate in the parish of Saint Roch of Québec, of irregular form, forming part of the farm "de la Vacherie", on Hare Point in the said city of Québec, and being about the two fifths south east of lot No. (4), of the official cadastre of Saint Roch nord of Québec, the said property therein sold being shown on a plan annexed to the deed of purchase by Mr. Napoléon Drouin, one of the "auteurs", of the vendor, from the Honourable the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries, of the Province of Québec, passed before Joseph Allaire, notary, at Québec, on the 2nd day of April, 1898, and described as follows in the proces verbal made by Charles Baillargé, Land Surveyor, dated the 9th April, 1872, to wit: I the undersigned, sworn surveyor of lands do hereby certify that on the ninth day of April, one thousand eight hundred and seventy-two, I proceeded at the request of J. G. Bossé, esq., to survey a certain lot of land situate in Saint Roch's ward, of the city of Québec, at Hare Point on the right bank of the River Saint Charles, the survey made as per instructions with the view only of ascertaining the dimensions and area of the lot in question said lot facing on Dorchester street, and Jacques-Cartier street, by which it is bounded towards the east along B, D, E, where it measures from B to C, two hundred and ten feet, from C. to E, seven hundred and five feet, towards the north two hundred and seventy eight feet as from E to F, on which it is bounded by the property of the Provincial Government, towards the west by the said river Saint Charles, being the high water line thereof, the ground beyond and down to low wate to the normal line of the river being precipitous and useless unless for wharves in all along the bank of the river, towards the south as at A, B, by the property of the Provincial Government, where it measures twenty five feet; the breath or depth of the lot varies from twenty five feet at A, B, to two hundred and seventy eight feet at E, F, and averages about one hundred and twenty feet, which into nine

pieds carrés, le tout mesure anglaise, et tel que montré sur le plan ou diagramme annexé, lesquels sont faits à une échelle de 100 pieds au pouce"; et en la possession de la dite requérante, la Compagnie J. H. Gignac, Limitée, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot a été acquis par la dite requérante, le dixième jour de septembre prochain, une demande en ratification de titre, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistrateur est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du protonotaire de ce district dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Bureau de protonotaire.

ALPH. BOISSONNAULT,
Dép. P. C. S.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent,
Proc. de la requérante.
Québec, 22 juillet 1915.

4481—31-2

Vente par Encan

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 1539.

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd", Saint Romuald,
En liquidation.

Avis est par le présent donné que mardi le TROIS AOUT 1915, à ONZE heures A. M., sera vendu à notre bureau, 101, rue Saint-Pierre Québec, l'actif de cette succession comme suit:

Un lot de terre situé à Saint-Romuald-d'Etchemin, comté de Lévis, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinq (105) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald—avec la manufacture, chaufferie et autres bâtisses dessus construites et aussi avec engin, bouilloires, planer, bac de scie, arbre de couche, poulies, courroies, etc.

La vente sera en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec 1909 et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposées à notre bureau ou ils peuvent être examinés.

Conditions de paiement: Argent comptant.
BEDARD & BELANGER,
Liquidateurs.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, 23 juillet 1915.

4535

hundred and fifteen feet the total frontage on the aforesaid streets gives an area of one hundred and nine thousand eight hundred square feet, the whole english measure, and as shown on the annexed plan or diagram which is drawn to a scale of one hundred feet to the inch"; and in the possession of the said petitioner "La Cie J. H. Gignac, Limitée", as owner thereof during the three last years; and all persons claiming any privilege or hypothec on the said immoveable immediately before the registration of the said deed by which the said lot was acquired by the petitioner are notified that on the 10th day of September next, the said petitioner will present to the Superior Court, a demand "en ratification de titre", and unless their claims be such that the Registrar is obliged by the provisions of the Code of Civil Procedure to mention them in his certificate to be produced in this case, they are hereby requested to file their oppositions in writing in the office of the Prothonotary of this district within six days after the said day, and in their default of filing said claims, they will be foreclosed from the right of doing so.

Office of the Prothonotary.

ALPH. BOISSONNAULT,
Dep. P. S. C.

Taschereau, Roy, Cannon & Parent,
Attys for petitioner.
Quebec, 22nd July, 1915.

4482—31-2

Auction Sale

UNDER THE WINDING UP ACT

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 1539.

AUCTION SALE

In the matter of "Saint Romuald Hardwood Flooring Co. Ltd", Saint Romuald,
In Liquidation.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, THIRD AUGUST, 1915, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at our office, 101, Saint Peter street, Quebec, the assets of this estate as follows:

One lot of land situated at Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis, known and designated as forming part of lot number hundred and five (105) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald,—with the factory, dry kiln, and all other buildings thereon constructed and also the engine, boiler, planer bench saw, shafts, pulleys, belts, etc.

The sale will be made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff.

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited at our office where they can be examined.

BEDARD & BELANGER,
Liquidators.

Office: 101, Saint Peter street,
Quebec, 23rd July, 1915.

4536

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Mégantic, siégeant à Thetford Mines.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE DE
No 277. } QUEBEC, Demanderesse; contre PAUL BISSONNAULT, ET AL., Défendeurs.

1. Un emplacement connu et désigné sous le numéro deux cent quarante (240), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines,—avec les bâtisses dessus construites,—sujet aux charges, réserves, conditions, obligations, restrictions et stipulations mentionnées au bail emphytéotique du dit emplacement consenti par King Brothers, Limited, à Pierre Pomerleau, le 22 janvier 1895, par acte passé devant Me. L. Laliberté, N. P.;

2. Les bâtisses ou patinoirs (seulement) érigés sur un morceau de terre formant partie du lot numéro deux cent onze (211), du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, de la contenance de cent pieds de largeur par cent cinquante pieds de longueur, plus ou moins; borné au nord-est par le bout de la rue Saint-Antoine et par l'emplacement de Pierre Labranche, au sud-ouest, au sud-est et au nord-ouest par le terrain appartenant autrefois à "King Brothers, Limited", et appartenant maintenant à "The Asbestos Corporation of Canada, Limited"

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, SAMEDI, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DEUX heures de l'après

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 juillet 1915. 4511—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Arthabaska, à savoir: } PHILIAS BILO-
No 375. } DEAU, Demandeur; contre JOSEPH DOHERTY, Défendeur.
Comme appartenant au demandeur:

Six emplacements situés dans la ville de Black Lake et connus respectivement au cadastre pour la dite ville de Black Lake, sous les numéros 322-155, 322-169, 322-174, 322-178, 324-227, 324-230—avec les bâtisses dessus construites; pour être les six emplacements ci-dessus désignés, vendus séparément, avec réserve en faveur de qui de droit, de toutes mines et droits de mines, et à la charge par l'acquéreur de chacun des dits emplacements, de payer à qui de droit, la rente foncière et annuelle de six piastres chacun, affectant chacun des dits emplacements.

Pour être vendus les dits six emplacements, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, suivant autorisation de cette Cour, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à MIDI.

J. E. GIROUARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 juillet 1915. 4513—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Megantic, sitting at Thetford Mines.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } THE QUEBEC BANK,
No. 277. } Plaintiff; against
PAUL BOISSONNAULT ET AL., Defendants.

1. An emplacement known and designated under number two hundred and forty (240), of the official plan and book of reference for village of Kingsville, now the city of Thetford Mines,—with the buildings thereon erected, subject to the charges, reserves, conditions, obligations, restrictions and stipulations mentioned in the bail emphytéotique of the said emplacement, consented by King Brothers Limited, to Pierre Pomerleau, on the 22d of January, 1895, by deed passed before L. Laliberté, notary.

2. The buildings or skating rinks (only), erected upon a certain piece of land forming part of the lot number two hundred and eleven (211), of the official plan and book of reference of said village of Kingsville, containing one hundred and fifty feet in length, by one hundred feet in width, more or less; bounded towards the north east by the termination of Saint-Antoine street and by the emplacement belonging to Pierre Labranche, and towards the other sides by the lands belonging lately to King Brothers Limited and now to The Asbestos Corporation of Canada, Limited,

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse de Thetford, on SATURDAY, the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 28th July, 1915. 4512—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Arthabaska, to wit: } PHILIAS BILO-
No. 375. } DEAU, Plaintiff; against JOSEPH DOHERTY, Defendant.

As belonging to plaintiff:

Six emplacements situated in the town of Black Lake and known respectively under the official plan and book of reference for the town of Black Lake, as being the numbers 322-155, 322-169, 322-174, 322-178, 324-227, 324-230— with the buildings thereon erected; the said emplacements above described to be sold separately, subject to the reservation of all mines and rights of mines in favor of the owner of such mines, and also at the charge by the purchaser of each emplacement, to pay to the creditor the annual ground rent of six dollars, affecting each emplacement.

To be sold at the parochial door of Saint Désiré du Lac Noir, in virtue of an authorisation of said Court, the FOURTH day of SEPTEMBER next, 1915, at TWELVE o'clock, NOON.

J. E. GIROUARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 28th July, 1915. 4514—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **THE NATIONAL OP-**
No 2173. } **TICAL CO. LTD.,**
Demanderesse; contre J. A. LABONTE, Défendeur.

Un terrain faisant partie de l'écart de la rivière Chaudière, étant partie du lot numéro six cent un (601), du cadastre officiel de la paroisse de Saint Georges; borné en front au chemin public du premier rang, à la profondeur à la rivière Chaudière, du côté sud-est à Madame Philippe Maguire, du côté nord-ouest à David Roy, la ligne du côté sud-est étant la continuation en ligne droite d'une ligne imaginaire passant à quinze pieds du mur de la maison servant d'hôtel, tel que les lignes ont été tirées par l'arpenteur Ross; sujet aux réserves mentionnées au contrat de vente de Mme Maguire à Berberi et Boily, passé devant J. J. Lavoie, notaire, à Saint-Georges, Beauce—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, le DIXIEME jour d'AOUT prochain (1915), à ONZE heures de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 6 juillet 1915.

4121—28-2

[Première publication, 10 juillet 1915.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **THE NATIONAL OP-**
No. 2173. } **TICAL CO. LTD.,**
Plaintiff; against J. A. LABONTE, Defendant.

A parcel of land forming part of the Ecart of the Chaudière River and being part of the lot number six hundred and one (601), of the official cadastre of the parish of Saint Georges; bounded in front by the public road of the first range, in rear by the Chaudière River, on the south east side by Dame Philippe Maguire, on the north east side by David Roy, the line on the south east side being the continuation in a straight line of an imaginary line drawn at a distance of fifteen feet from the wall of the building used as a hotel, as drawn by land surveyor Ross; subject to the reserves mentioned in the deed of sale from Dame Maguire to Berberi and Boily, before J. J. Lavoie, notary, at Saint Georges, Beauce,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges, on the TENTH day of AUGUST next, (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 6th July, 1915.

4122—28-2

[First published, 10th July, 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DAME EXILIA**
District de Montréal, } **GUAY, des cité et**
No 1513. } **district de Mont-**
réal, veuve de feu Horace Chartier, en son vivant hôtelier du même lieu, Demanderesse; vs ZOTIQUE LEPAGE, de la ville de Léry, district de Beauharnois et TELESPHORE LEPAGE, des cité et district de Montréal, Défendeurs.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro trois cent cinquante et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay—avec les bâtisses y érigées, bornée comme suit: en front par le lac Saint-Louis, en arrière par le chemin de fer New-York Central, d'un côté au sud-ouest par partie du dit lot appartenant à Edmond Chartrand, et par autre partie appartenant à Albini Gendron et de l'autre côté, au nord-est, par la propriété de Monsieur Harris Solomon, la dite terre, étant traversée par un chemin public.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **DAME EXILIA**
District of Montreal, } **GUAY, of the city**
No. 1513. } **and district of**
Montreal, widow of the late Horace Chartier, in his lifetime hotelkeeper of the same place, Plaintiff; vs ZOTIQUE LEPAGE, of the town of Léry, district of Beauharnois, and TELESPHORE LEPAGE, of the city and district of Montreal, Defendants.

1. A farm situate in the parish of Saint Joachim de Châteauguay, known and designated as forming part of the lot number three hundred and fifty one upon the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay—with the buildings thereon erected bounded as follows: in front by Lake Saint Louis, in rear by the New York Central Railway, on one side to the south west by a part of said lot belonging to Edmond Chartrand and by another part belonging to Albini Gendron, and on the other side to the north east by the property of Mr. Harris Solomon, a public road running across said land.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro trois cent cinquante et un aux plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay; borné comme suit: au nord-est par la propriété de Joseph Allard, à l'ouest par une lisière de terre faisant partie du dit lot numéro trois cent cinquante et un et appartenant à la "Canadian Light and Power Company", au sud-ouest par la propriété d'Albini Gendron et à l'est par partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatorze aux plans et livres de renvoi officiels de la dite paroisse.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, dans le district de Beauharnois, VENDREDI, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BAPTISTE D'AMOUR,
Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 2 juillet 1915.
4057-28-2
[Première publication, 10 juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—Montcalm

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montcalm.
Mont-Laurier, à savoir: } PATRICK DE-
No 50. } MERS, cultivateur, du canton Robertson, district de Montcalm, Demandeur; vs FELIX COURSOL, cultivateur, du canton Robertson, district de Montcalm, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le No (55) cinquante-cinq, du septième rang, dans le canton Robertson, district de Montcalm—avec maison en bois, dessus érigée et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale, de Notre-Dame de Fourvières, au village de Mont-Laurier, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent quinze, à DIX heures de l'avant-midi.

RODOLPHE ROBERT,
Bureau du shérif, Shérif.
Mont-Laurier, 2 juillet 1915. 4055
[Première publication, 10 juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montmagny.
Montmagny, à savoir: } RENE E. LEFAIVRE
No 22. } & J.-ARTHUR GAGNON, Curateurs aux biens de PHILIAS LETOURNEAU, Failli; et ELIE JOBIN LTEE, Requérant-cession.

2. A farm situate in the parish of Saint Joachim de Châteauguay, known and designated as forming part of the lot number three hundred and fifty one upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Châteauguay; bounded as follows: to the north east by the property of Joseph Allard, to the west by a strip of land forming part of said lot number three hundred and fifty one and belonging to the Canadian Light and Power Company" to the south west by the property of Albini Gendron, and to the east by part of the lot number one hundred and ninety four upon the official plan and book of reference of said parish.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, in the district of Beauharnois, on FRIDAY, the THIRTEENTH day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,
Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 2nd July, 1915.
4058-28-2
[First published, 10th July, 1915.]

Sheriff's Sales—Montcalm

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montcalm.
Mont Laurier, to wit: } PATRICK DE-
No. 50. } MERS, farmer, of the township of Robertson, district of Montcalm, Plaintiff; vs FELIX COURSOL, farmer, of the township of Robertson, district of Montcalm, Defendant.

A lot of land known and designated under the number fifty five (No. 55), of the seventh range, in the township of Robertson, district of Montcalm—with a wooden house thereon erected and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fourvières, in the village of Mont Laurier, on the EIGHTEENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifteen, at TEN o'clock in the forenoon.

RODOLPHE ROBERT,
Sheriff's office, Sheriff.
Mont Laurier, 2nd July, 1915. 4056
[First published, 10th July, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montmagny.
Montmagny, to wit: } RENE E. LEFAIVRE
No. 22. } & J. ARTHUR GAGNON, Curators to the property of PHILIAS LETOURNEAU, Insolvent; and ELIE JOBIN, LTEE, Petitioner for assignment.

Un terrain ou emplacement contenant soixante dix pieds de front, sur cent cinquante-deux pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord et au nord-est à Adélaïde Bouffard, au sud-ouest à Eugène Létourneau, et au sud au chemin de front connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro vingt, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre, comté de Montmagny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 28 juillet, 1915. 4507—31-2
[Première publication, 31 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } EPHREM LA-
No 1830. } GUEUX, de
Tring Jonction, Demandeur; contre PHILIBERT
FORTIN, de Saint-Victor, Défendeur.

Les droits et prétentions du défendeur sur le lot numéro un, du cadastre officiel pour le septième rang du canton Talon, dans le district de Montmagny—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 28 juillet 1915. 4509—31-2
[Première publication, 31 Juillet 1915.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FELIX VANASSE,
No 2393. } Demandeur; contre
les terres et tenements de ADOLPHE ROBIL-
LARD, Défendeur.

1. Un emplacement situé dans la cité de Montréal, maintenant connu comme étant la partie nord-ouest du lot numéro deux mille deux cent cinq (Ptie 2205) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-deux pieds six pouces de largeur par soixante-dix pieds de profondeur sur le côté sud-est, et soixante-quinze pieds de profondeur sur le côté nord-ouest; borné en front par la rue Bérard (autrefois rue Lacroix), en arrière par une ruelle de dix pieds de largeur faisant partie du dit lot No 2205, au nord-ouest par la rue Sainte-Émilie, et au sud-est par une autre partie du lot No 2205, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec d'autres personnes y ayant droit—avec l'édifice à trois étages, lambrissé en briques, contenant six logements et deux magasins dessus érigé.

2. Un lot de terre borné en front par la rue Sainte-Catherine-Est, et étant le lot de subdivision No 1 du lot No 380 des plan et livre de renvoi

A lot of land or emplacement containing seventy feet in front by one hundred and fifty two feet in depth, more or less; bounded on the north and north east, by Adélaïde Bouffard, on the south west by Eugène Létourneau and on the south by the front road, known and designated as forming part of the lot number twenty upon the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Pierre, county of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 28th July, 1915. 4508—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } EPHREM LAGUEUX,
No. 1830. } of Tring Junction,
Plaintiff; against PHILIBERT FORTIN, of
Saint Victor, Defendant.

The rights and pretensions of the Defendant in and upon the lot number one of the official cadastre for the seventh range of the township of Talon, in the district of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien de Panet, on the SECOND day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 28th July, 1915. 4510—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FELIX VANASSE, Plain-
No. 2393. } tiff; against the lands
and tenements of ADOLPHE ROBILLARD,
Defendant.

1. An emplacement situate in the city of Montreal, now known as being the north west part of the lot number two thousand two hundred and five (Pt. 2205) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty two feet six inches in width by seventy feet in depth on the south east side and seventy feet in depth on the north west side; bounded in front by Berard street (formerly Lacroix street), in rear by a lane of ten feet in width forming part of said lot No. 2205, on the north west by Sainte Emélie street, and on the south east by an other part of said lot No. 2205, together with a right of passage in the lane in rear in common with others having rights thereto,—with a three storey brick encased building, containing six dwellings and two stores, erected thereon.

2. A lot of land bounded in front by Sainte-Catherine street East and being the subdivision lot No. 1 of lot No. 380 of the official plan and

St Augustin

officiels pour le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les édifices et constructions dessus, et les droits s'y rattachant.

3. Un lot de terre borné en front par la rue Sainte-Catherine-Est et étant le lot de subdivision No 2, du lot No 380 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les édifices et constructions dessus, et les droits s'y rattachant.

4. Un lot de terre borné en front par la rue Sainte-Catherine-Est, et étant le lot de subdivision No 3 du lot No 380 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et les droits s'y rattachant.

5. Un lot de terre borné en front par la rue Sainte-Catherine-Est, et étant le lot No 399, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, cité de Montréal, contenant onze pieds de largeur sur la dite rue Sainte-Catherine, par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, —avec les bâtisses dessus érigées et les droits s'y rattachant.

6. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 39 du lot No 1294, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, cité de Montréal.

7. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 40 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

8. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 41 du lot No 1294, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

9. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 61 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

10. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 60 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

11. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 59 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

12. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 58 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

13. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 32 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

14. Un lot de terre borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 33, du lot No 1294, des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

15. Un lot de terre borné en front par la rue Ontario-Est et étant le lot de subdivision No 5 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

16. Un lot de terre borné en front par la rue Ontario-Est et étant le lot de subdivision No 6 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

book of reference for Saint Louis ward, in the city of Montreal—with the buildings and constructions thereon erected and the rights attached thereto.

3. A lot of land bounded in front by Sainte-Catherine street East, and being the subdivision No. 2 of lot No. 380 of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with the buildings and constructions thereon erected and the rights attached thereto.

4. A lot of land bounded in front by Sainte Catherine street East, and being the subdivision No 3, of lot No. 380 of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, in the city of Montreal, —with the buildings thereon erected and rights attached thereto.

5. A lot of land bounded in front by Sainte Catherine street East, and being the No. 399 of the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, city of Montreal, containing eleven feet in width on said Sainte Catherine street by one hundred feet in depth, english measure—with the buildings thereon erected and rights attached thereto.

6. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 39 of lot No. 1294, of the official plan and book of reference for Sainte Mary's Ward, city of Montreal.

7. A lot of land bounded in front by Chaussée street, and being the subdivision lot No. 40 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

8. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 41 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, of the city of Montreal.

9. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 61 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, of the city of Montreal.

10. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No 60 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, of the city of Montreal.

11. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 59 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, in the city of Montreal.

12. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 58 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

13. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 32 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

14. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 33 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

15. A lot of land bounded in front by Chaussée street and being the subdivision lot No. 5 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

16. A lot of land bounded in front by Ontario street east, and being the subdivision lot No. 6 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

17. Un lot de terre borné en front par la rue Ontario-Est, et étant la subdivision No 68 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal.

18. Un lot de terre formé d'une partie du lot No 375, d'une partie du lot No 375a et d'une partie du lot No 374 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis de la cité de Montréal; la dite partie du lot No 375 mesurant 17 pieds de largeur sur environ quatre-vingt-dix pieds de profondeur et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une partie du lot No 375a, sur un côté par le résidu du dit lot No 375, appartenant à la Mount Royal Color and Varnish Company, Limited, et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 375a mesurant 17 pieds de largeur sur dix pieds de profondeur et étant bornée à un bout par la partie du lot No 375 ci-dessus décrite, en arrière par une ruelle, sur un côté par une partie du lot No 375a appartenant à la Mount Royal Color and Varnish Company, Limited, et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 375 mesurant 5 pieds et six pouces sur environ 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle, sur un côté partie par le lot No 375 et partie par le lot No 375a ci-dessus décrits, et sur l'autre côté par le résidu du dit lot No 374 appartenant à Hirsh Cohen ou ses représentants.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 26 juillet 1915. 4461-31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

17. A lot of land bounded in front by Ontario street east and being the subdivision lot No. 68 of lot No. 1294 of the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, of the city of Montreal.

18. A lot of land composed of a part of lot No. 375, of part of lot No. 375a and part of lot No. 374 of the official plan and book of reference for Saint Louis ward, of the city of Montreal; the said part of lot No. 375 measuring 17 feet in width by about ninety feet in depth and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a part of lot No. 375a, on one side by the residue of said lot No. 375 belonging to Mount Royal Color and Varnish Company, Limited, and on the other side by the lot No. 374; the said part of lot No. 375a, measuring 17 feet in width by ten feet in depth and being bounded at one end by that part of lot No. 375 hereinabove described, in rear by a lane, on one side by that part of lot No. 375a belonging to the Mount Royal Color and Varnish Company, Limited, and on the other side the lot No. 374; the said part of lot No. 374 measuring five feet and six inches in width by about 100 feet in depth, the whole english measure and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a lane, on one side partly by the lot No. 375 and partly by the lot No. 375a hereinabove described, and on the other side by the residue of said lot No. 374 belonging to Hirsh Cohen or his representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 26th July, 1915. 4462-31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LUDGER LAROSE,
No 4651. } Demandeur; contre
les terres et tènements de OMER DIONNE,
Défendeur.

1. Un emplacement formant le coin sud-ouest du chemin de la Côte Saint-Antoine et de l'Ave Harvard, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme numéro trois cent soixante-six de la subdivision officielle du numéro primitif numéro cent soixante-quinze (175-366), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant trente-huit pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins;

2. Un lot de terre vacant sis et situé dans le quartier Notre-Dame de Grâce dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-cinq (365), de la subdivision du lot officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro cent soixante-quinze (175-365); borné en front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, le dit lot contenant trente-huit (38) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 26 juillet 1915. 4459-31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } LUDGER LAROSE,
No. 4651. } Plaintiff; against
the lands and tenements of OMER DIONNE,
Defendant.

1. An emplacement forming the north west corner of Cote Saint Antoine road and Harvard Ave, in Notre-Dame-de-Grâces ward, in the city of Montreal, known and designated as being the number three hundred and sixty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and seventy five (175-366), upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing thirty eight feet in width by one hundred feet in depth, more or less;

2. A lot of vacant land lying and situate in Notre Dame de Grâce ward, in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and sixty five (365), of the subdivision of the official lot of the municipality of the parish of Montreal, number one hundred and seventy five (175-365); bounded in front by Cote Saint Antoine road, the said lot containing thirty eight (38) feet in width by one hundred (100) feet in depth, english measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 26th July, 1915. 4460-31-2
[First published, 31th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LOTBINIERE LUM-
No 1647. } BER COMPANY**
LIMITED, corps politique et dûment constitué en corporation, ayant son bureau-chef à Lyster, dans le district d'Arthabaska, Demanderesse; contre les terres et tènements de **CANADIAN QUARRIES CONSTRUCTION COMPANY, LIMITED**, corps politique et dûment constitué en corporation, ayant son bureau chef en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, *et al.*, Défendeurs.

Un terrain faisant partie du numéro deux cent soixante-sept des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, situé dans la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, de la contenance de trente-cinq à quarante arpents, sans garantie de mesure précise; tenant en front à la Rivière Ottawa, en arrière partie au chemin public et partie au numéro 269, du côté est au numéro 268, et du côté ouest au numéro 266.

Cette partie étant tout le numéro 267, moins la partie d'icelui située au sud du chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 juillet 1915. 4463—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PAUL J. VALENTINE,**
No 73a. } Curateur aux biens
de G. ZUDICK, H. SHAPIRO et J. SHPRIN-
TER, Faillis.

Six emplacements situés à Rosedale, dans la ville d'Outremont, portant trois cent quatre-vingt-six, trois cent quatre-vingt-sept, trois cent quatre-vingt-huit, trois cent quatre-vingt-neuf, trois cent quatre-vingt-dix et trois cent quatre-vingt-onze (Nos 386, 387, 388, 389, 390 et 391), de la subdivision du lot numéro trente-cinq (35), aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Montréal, contenant chacun trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins; bornés en avant par l'Avenue Outremont, avec droit de passage en commun, avec tous les autres y ayant droit, sur la ruelle en arrière des dits lots, et sur deux autres ruelles servant de communication entre la susdite, mentionnée en premier lieu, et les Avenues Outremont et Champgneur—y compris les bâtisses dessus construites, le tout devant être vendu en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 27 juillet 1915. 4483—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME MARIE AN-
No 2859. } TOINETTE HOU-
LE**, de Saint-Pierre aux Liens, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Dollard Major, bourgeois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tènements de **HARRIS SWALSKY & HIMON SWALSKY**, Défendeurs.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LOTBINIERE LUM-
No. 1647. } BER COMPANY,**
LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated training its head office at Lyster, in the district of Arthabaska, Plaintiff; against the lands and tenements of **CANADIAN QUARRIES CONSTRUCTION COMPANY, LIMITED**, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office at the city of Ottawa, province of Ontario, *et al.*, defendants.

A lot of land forming part of the lot number two hundred and sixty-seven of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, situate in the parish of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, county of Vaudreuil, containing from thirty five to forty arpents in superficies, without warranty as to exact measurements; bounded in front by the Ottawa River, in rear partly by the public road and partly by the number 269, on the east side by the number 268 and on the west side by the number 266.

The above part being the whole of lot of number 267, save and except the part thereof situate south of the public highway.

To be sold at the parochial church door of Sainte Jeanne de l'Île Perrot, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th July, 1915. 4464—31-2
[First published, 31st July, 1915]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PAUL J. VALENTINE,**
No. 73a. } Curator to the estate
of G. ZUDICK, H. SHAPIRO and J. SHPRIN-
TER, Insolvents.

Six emplacements situate at Rosedale, in the town of Outremont, bearing the numbers three hundred and eighty six, three hundred and eighty seven, three hundred and eighty eight, three hundred and eighty nine, three hundred and ninety, and three hundred and ninety one (Nos. 396, 397, 398, 399, 390 and 391), of the subdivision of lot number thirty five (35), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing each thirty feet in width by one hundred feet in depth, the whole english measure and more or less; bounded in front by Outremont Avenue—with the right of way in common with all others having a right therein in the lane situate in the rear of said lots, and in two other lanes communicating from the one hereinabove firstly mentioned to Outremont and Champgneur Avenues—with the buildings thereon erected, the whole to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 27th July, 1915. 4484—31-2
[First published, 31st July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME MARIE AN-
No. 2859. } TOINETTE HOU-
LE**, of Saint Pierre aux Liens, district of Montreal, wife contractually separated as to property, from Joseph Dollard Major, gentleman, of the same place, the latter to authorize his wife for the purposes herein, Plaintiff; against the lands and tenements of **HARRIS SWALSKY and HIMON SWALSKY**, Defendants.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs les immeubles suivants, savoir:

Deux emplacements formant l'angle de la rue Saint-Jacques et de la septième avenue de la ville de Saint-Pierre aux Liens, connus et désignés comme étant les subdivisions numéros cinquante et cinquante-et-un (50 et 51) du lot cent dix neuf (119) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées, et pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 27 juillet 1915. 4485—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**ELLES ELLA J. Mc-
No 2510. } **W**ILLIE and JES-
SIE McWILLIE, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, Demandereses; contre les terres et tenements de ADOLPH STEIN & SAMUEL STEIN, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Hubert, connu et désigné comme subdivision numéro sept cent vingt du lot originaire numéro sept (7-720), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé du village de la Côte Saint-Louis, de la cité de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 27 juillet, 1915. 4487—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir: } **E**UCENE PATENAU-
No 1521. } **D**E, Demandeur ;
contre les terres et tenements de GEO. W. SKILLEN ET AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant à J. D. Cyprien Martin, l'un des défendeurs en cette cause, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le No 1625 V des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, —avec toutes les bâtisses dessus construites, situé coin sud-ouest Sainte-Catherine et Saint-Marc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 27 juillet 1915. 4489—31-2
[Première publication, 31 juillet, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **T**HE SUN LIFE AS-
No 2732. } **S**URANCE COM-
PANY OF CANADA, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOHN J. GRIFFITH, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, en sa qualité d'unique exécuteur testamentaire survivant de feu Dame Rose Anna McAnilla, en son vivant de la cité de Mont-

Seized as belonging to said defendants the following immoveables, to wit:

Two emplacement being at the corner of Saint James street and seventh avenue in the town of Saint Pierre aux Liens, known and designated as subdivision numbers fifty and fifty one (50 and 51) of lot one hundred and nineteen (119) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal—with buildings thereon erected, and to be sold en bloc.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montréal, 27th July, 1915. 4486—31-2
[First published, 31 July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **D**ELLES ELLA J. Mc-
No. 2510. } **W**ILLIE and JES-
SIE McWILLIE, both spinsters and in their full legal capacity, Plaintiffs; against the lands and tenements of ADOLPHE STEIN and SAMUEL STEIN, Defendants.

Seized as belonging to said defendants, the following property, to wit:

One emplacement fronting on Saint-Hubert street, known and designated as subdivision number seven hundred and twenty of the original lot number seven (7-720), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at ELVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montréal, 27th July, 1915. 4488—31-2
[First published, 31st July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **E**UGENE PATENAU-
No. 1521. } **D**E, Plaintiff;
against the lands and tenements of GEO. W. SKILLEN ET AL., Defendants.

Seized as belonging to J. D. Cyprien Martin, one of the defendants in this cause, the following immoveable, to wit:

A lot of land known and designated under the No. 1625 V of the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, in the city of Montreal—with all the buildings thereon erected situate at the south west corner of Sainte Catherine and Saint Marc.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TWELVE o'clock (noon)

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montréal, 27th July, 1915. 4490—31-2
[Frst published, 31 July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **T**HE SUN LIFE AS-
No. 2732. } **S**URANCE COM-
PANY OF CANADA, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN J. GRIFFITH, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint François, in his quality of sale surviving executor of the late Dame Rose Anna McAnilla, in her lifetime of the said city of Montreal, widow of

réal, veuve de feu John Reddy, en son vivant, du même endroit. Défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme étant le lot numéro 376 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne—avec les bâtisses dessus construites, bornée en avant, par la rue Forfar.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 28 juillet 1915. 4499—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**EMOISELLE MARIE
No 4350. } **L**OUISE MOQUIN,
fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements d'ALFRED ALPHONSE ALLARD, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros deux du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-quatre et un du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-cinq, tous deux de la ré-subdivision officielle du lot numéro cent quatante-huit (148-1984-2 et 148-1985-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 154, 156, 158 de la rue Brown, en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 28 juillet, 1915. 4501—31-2
[Première publication, 31 Juillet, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**A CITE DE WEST-
No 990. } **M**OUNT, corps poli-
tique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Westmount, district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de PETER J. DONOHUE, Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Selby, en la cité de Westmount, connus et désignés comme étant les lots numéros cent quarante quatre et cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384-144, 145), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 28 juillet 1915. 4503—31-2
[Première publication, 31 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**AXIME MALO ET AL.,
No 1983. } **D**emandeurs; contre
les terres et tenements de OVILA BOYER, Défendeur.

Un lot de terre connu sous le numéro 2630-388 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

the late John Reddy, in his lifetime of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, and being sworn and designated as lot No 376, on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward,—with the buildings thereon erected bounded in front by Forfar street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock, in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th July, 1915. 45000—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ISS MARIE-LOUISE
No. 4350. } **M**MOQUIN, spinster in
the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALFRED ALPHONSE ALLARD, Defendant.

The lots of land known and designated under the numbers two of the lot number nineteen hundred and eighty four and one of the lot number nineteen hundred and eighty five, both of the official redivision of the lot number one hundred and forty eight (148-1984-2) and (148-1985-1) of the official plan and book of reference of the incorporate village of Hochelaga, with a right of passage in the lane lying in rear—with the buildings thereon erected bearing the civic numbers 154, 156 and 158, Brown street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th July, 1915. 4502—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF WEST-
No. 990. } **M**OUNT, a body poli-
tic and corporate having its principal place of business in the city of Westmount, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PETER J. DONOHUE, Defendant.

Two lots of lands fronting on Selby street, in the city of Westmount, known and designated as lots numbers one hundred and forty four and one hundred forty five of the official subdivision of lot number three hundred eighty five (384-144, 145), in the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th July, 1915. 4504—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**AXIME MALO ET AL.,
No. 1983. } **P**laintiffs; against the
lands and tenements of OVILA BOYER, Defendant.

A lot of land known under the number 2630-388 upon the official plan and book of reference of the

1895

de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal—avec la maison et dépendances dessus érigées; le dit lot borné en front par la rue Saint-Valier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 juillet, 1915. 4065—28-2
[Première publication, 10 juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } NORRIS P. BRYANT,
No 3560. } Demandeur; contre les terres et héritages de ARTHUR F. LEGGATT, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision No 2 du plan de re-subdivision dûment préparé et produit du lot de subdivision numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot dix-sept cent quinze (715-18-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal; mesurant dix-huit pieds et neuf pouces de largeur en front par quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur sur la limite nord-est, et cent seize pieds de profondeur sur la limite sud-ouest, avec une superficie de 2064 pieds, mesure anglaise et borné comme suit: en avant, vers le sud-est, par la rue Sherbrooke, en arrière, vers le nord et le nord-ouest, partiellement par le chemin de la côte des Neiges et partiellement par une ruelle commune connue comme étant la subdivision 16 du dit lot numéro 1715; du côté nord-est par la subdivision 17 du dit lot No 1715 et du côté sud-ouest par le lot No. 1715-18-1—y compris la résidence en brique solide ci-dessus construite portant le No 761 de la rue Sherbrooke-ouest: le mur sud-ouest d'icelle est mitoyen avec la propriété voisine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 juillet 1915. 4067—28-2
[Première publication, 10 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN T. CLARK, De-
No 4658. } mandeur; contre les terres et tenements de G. MAROTTA, Défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent trente-quatre B, de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-534 B), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec fondations.

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent trente-cinq B de la subdivision officielle du lot numéro cinq (5-535 B), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 juillet, 1915. 4069—28-2
[Première publication, 10 Juillet, 1915.]

parish of Saint Laurent, county of Jacques-Cartier, district of Montreal—with the house and dependencies thereon erected; the said lot being bounded in front by Saint Valier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th July, 1915. 4066—28-2
[First published, 10th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } NORRIS P. BRYANT,
No. 3560. } Plaintiff; against the lands and tenements of ARTHUR F. LEGGATT, Defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke street in the city of Montreal, known and designated as lot subdivision number two on the re-subdivision plan duly made and filed of lot subdivision number eighteen of the official subdivision of lot seventeen hundred fifteen (1715-18-2) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward in the city of Montreal; containing eighteen feet and nine inches in width in front by ninety nine feet in depth in the north east line, and one hundred and sixteen feet depth in the south west line, and a superficial area of 2064 feet, english measure and bounded as follows: in front, to the south east, by Sherbrooke street, in rear, to the north and north west, partly by Côte des Neiges road and partly by a common lane known as subdivision 16 of said lot number 1715; on the north east side by subdivision 17 of said lot No. 1715 and on the south west side by lot No. 1715-18-1—with the solid stone and brick residence thereon erected bearing the number 761 Sherbrooke street west: the south west wall whereof is mitoyen with the adjoining property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th July, 1915. 4068—28-2
[First published, 10th July, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN T. CLARK, Plain-
No. 4658. } tiff; against the lands and tenements of G. MAROTTA, Defendant.

1. A lot of land fronting on Saint André street, in the city of Montreal,, known and designated as being the lot number five hundred and thirty four B of the official subdivision of the lot number five (5-534 B), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with foundations.

2. A lot of land fronting on Saint André street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number five hundred and thirty five B, of the official subdivision of the lot number five (5-535 B), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis,— with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th July, 1915. 4070—28-2
[First published, 10th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **H**ECTOR PIERRE PA-
No 3464.) **Q**UETTE, Deman-
deur; contre les terres et ténements de WILLIE
LASALLE, Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Colbrooke, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, connue et désignée sous les numéros quatre cent treize et quatre cent quatorze de la subdivision du lot originaire, numéro cinquante et un (51-413 et 414) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—sans bâtisse et avec les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOÛT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 juillet 1915. 4071—28-2
[Première publication, 10 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **D**A M E M A R I E
No 581.) **M**AILLE, de la pa-
roisse de l'Île Bizard, district de Montréal,
épouse séparée de biens de Damase Boileau, en-
trepreneur-menuisier, du même lieu et ce dernier
partie aux présentes pour autoriser sa dite
épouse, Demandeurs; contre les terres et ténements
de PERETZ SIMINOVITCH, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295) et borné en front par la rue Saint-Justin—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 7 juillet, 1915. 4123—28-2
[Première publication, 10 juillet 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **W**ILLIAM COPE-
No 1085.) **L**AND FINLEY &
JAMES REYNOLDS SMITH, tous deux mar-
chands des cité et district de Montréal, et y fai-
sant affaires ensemble sous les noms et raison
sociale de "Finly Smith & Co", Demandeurs;
contre les terres et héritages des héritiers de feu
GEORGE H. MINTA, en son vivant des cité et
district de Montréal, marchand, Défendeurs.

Trois lots de terre situés au village du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga, connus et désignés sous les numéros 4, 41 et 42 de la subdivision officielle du lot numéro 133 (133-4-41-42) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant front sur le chemin public, et contenant chacune trente pieds de largeur par cent pieds de profondeur (30 x 100).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 juillet, 1915. 4125—28-2
[Première publication, 10 Juillet 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit:) **H**ECTOR PIERRE PA-
No 3464.) **Q**UETTE, Plaintiff;
against the lands and tenements of WILLIE
LASALLE, Defendant.

Two lots of land fronting on Colbrooke street, in Notre-Dame de Grâce Ward, of the city of Montreal, known and designated under the numbers four hundred and thirteen and four hundred and fourteen of the subdivision of the lot original number fifty one (51-413 & 414), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal,—without buildings and with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th July, 1915. 4072—28-2
[First published, 10th July, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **D**A M E M A R I E
No. 581.) **M**AILLE, of the parish
of Ile Bizard, district of Montreal, wife separated
as to property of Damase Boileau, master-joiner
of the same place and the latter a party hereto
to authorize his said wife, Plaintiff's; against the
lands and tenements of PERETZ SIMONO-
VITCH, Defendant.

A lot of land situate in Saint-Louis Ward, in the city of Montreal, known and designated upon the official plan and book of reference of said Saint Louis Ward, under the number two hundred and ninety five (295) and bounded in front by Saint Justin street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 7th July, 1915. 4124—28-2
[First published, 10th July, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **W**ILLIAM COPELAND
No. 1085.) **F**INLEY & JAMES
REYNOLDS SMITH, both merchants, of the
city and district of Montreal and there carrying
on business together under the firm name and
style of "Finley, Smith & Co", Plaintiffs; against
the lands and tenements of the Heirs of the late
GEORGE H. MINTA, in his lifetime of the city
and district of Montreal, merchant, Defendants.

Three lots of land situate in the village of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga, known and designated under the number 4, 41 and 42 of the official subdivision of lot number 133 (133-4-41-42) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, having frontage upon the public road, and comprising each thirty feet in width by one hundred feet in depth (30 x 100).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th July, 1915. 4126—28-2
[First published, 10th July, 1915.]

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. G. DUHAMEL**, cu-
No 127a-466 E. } rateur aux biens
de **OSIAS LAMOUREUX**, Failli; et **SIMEON
THEORET**, requérant.

Comme appartenant au dit failli.

1. Un lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro cent cinquante neuf de la subdivision officielle du lot numéro trente cinq (35 ptie 159), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord est par une ruelle, au sud-est par le résidu du dit lot numéro cent cinquante neuf de la dite subdivision, et au nord-ouest par le numéro cent soixante ci-après décrit de la dite subdivision du lot numéro trente cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

2. Un autre lot de terre situé à Rosedale, dans la ville d'Outremont, faisant partie du lot de terre numéro cent soixante de la subdivision officielle du lot numéro trente-cinq (35 ptie 160) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, de la contenance de dix pieds de largeur sur quatre vingt dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au sud-ouest par la rue Champagneur, au nord-est par une ruelle, au sud-est par la partie sus-décrite du lot numéro cent cinquante-neuf de la dite subdivision et au nord-ouest par le résidu du dit lot cent soixante de la dite subdivision du lot numéro trente-cinq, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maison en bois lambrissée en brique, à trois étages et trois logements construits sur ces deux parties de lots avec droit de passage dans la ruelle en arrière ou toute autre ruelle pour y communiquer.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **TREIZIEME** jour d'AOUT prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 6 juillet 1915. 3849—26-3
[Première publication, 26 juin 1915, nulle].
[Première publication, 10 juillet 1915].

Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
District de Montréal. } **LOAN COMPA-**
No 3830. } **NY OF CANADA,**

Demandeur; vs **NOE BROUILLARD**, Défendeur.

1. Un lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscamingue, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant le lot numéro cinquante du cinquième rang (No 50 R. 5 D) du dit canton, avec toutes et chacune des bâtisses dessus cons-

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. G. DUHAMEL**, cura-
No. 127a-466 E. } tor to the property
of **OSIAS LAMOUREUX**, Insolvent; and **SI-
MEON THEORET**, Petitioner.

As belonging to said insolvent.

1. A lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and fifty nine of the official subdivision of the lot number thirty-five (35 Pt. 159), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the residue of said lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision, and on the north west by the lot number one hundred and sixty herein-after described of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

2. Another lot of land situate at Rosedale, in the town of Outremont, forming part of the lot of land number one hundred and sixty of the official subdivision of the lot number thirty five (35 Pt of 160), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing ten feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, and bounded as follows: on the south west by Champagneur street, on the north east by a lane, on the south east by the herein above described part of lot number one hundred and fifty nine of the said subdivision and on the north west by the residue of said lot one hundred and sixty of said subdivision of lot number thirty-five, upon the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a three storey wooden house encased with brick, containing three dwellings erected upon the above parts of lots and with a right of way in the lane in rear on any other lane leading to said immoveable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the **THIRTEENTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 6th July, 1915. 3850—26-3
[First published, 26th June, 1915, null].
[First published, 10th July, 1915].

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } **THE TRUST AND**
District of Montreal. } **LOAN COMPANY**
No. 3830. } **OF CANADA, Plaintiff;**

vs **NOE BROUILLARD**, Defendant.

1. The lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscamingue, containing one hundred acres in area, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as lot number fifty of the fifth range (No. 50 R. 5 D.) of said township, with any and all the buildings

truites. 2. Une ferme contenant environ deux cent quarante acres, plus ou moins—avec bâties dessus construites, la dite ferme située dans le village de Ville-Marie, dans le dit comté de Témiscamingue, et composée des lots et parties de lots qui suivent:

a. Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-huit cent trois, douze cent quatre-vingt-six, douze cent quatre-vingt-sept, douze cent quatre-vingt-huit, douze cent quatre-vingt-neuf, douze cent quatre-vingt-dix, douze cent quatre-vingt-onze, douze cent quatre-vingt-douze, douze cent quatre-vingt-treize, douze cent quatre-vingt-quatorze, douze cent quatre-vingt-quinze, douze cent quatre-vingt-seize, douze cent quatre-vingt-dix-sept, douze cent quatre-vingt-dix-huit, douze cent quatre-vingt-dix-neuf, treize cent, treize cent un, treize cent deux, treize cent trois, treize cent quatre, treize cent cinq, treize cent six, treize cent sept et la partie sud du lot numéro douze cent quatre-vingt-cinq, contenant environ quatre acres et trois quarts ($4\frac{3}{4}$) en étendue; borné à l'ouest par les lots Nos 1298 à 1307, les deux inclusivement; au sud, par le lot numéro douze cent quatre-vingt-six, à l'est, par une partie du lot No 1804, au nord, par cette partie du lot No 1285 vendue tel que ci-après mentionné à Charles Eustache Brodeur, la ligne séparant la dite partie sud du dit lot No 1285 d'avec le résidu d'icelui, partant de la section nord-est du lot No 1307 et tirée parallèlement à la ligne séparant les lots numéros 1284 et 1285, en montant jusqu'à la ligne de séparation des lots Nos 1804 et 1285, et aussi le lot numéro dix-huit cent quatre, moins et à être détachée du dit lot dix-huit cent quatre cette portion d'icelui vendue par le dit Noé Brouillard à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente passé devant A. E. Guay, notaire, le quatrième jour de septembre, mil neuf cent neuf, et enregistré sous le numéro 3696 dans la ci-devant seconde division du comté de Pontiac, la dite portion ainsi vendue étant au coin nord-ouest du dit lot No 1804, contenant la dite portion de terre, quatre acres et quart ($4\frac{1}{4}$) en superficie, étant de forme irrégulière et mesurant quatre cent cinq pieds en profondeur sur la ligne de séparation entre les lots 1804 et 1805; borné au nord par le lot No 1805, à l'ouest par le lot No 1285, au sud-ouest par un ruisseau séparant la dite section de terre d'avec le résidu du dit lot No 1804 et à l'ouest par une ligne s'étendant de la ligne de séparation des lots Nos 1804 et 1805 à un point situé à une distance de quatre cent cinq pieds du lot No 1285 et suivant une course directe, sur la continuation de la dite rue Saint-Gabriel jusqu'au ruisseau ci-haut mentionné, (Nos 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, pt. 1285 et pt. 1804);

b. Les lots de terre situés dans le dit village de Ville-Marie, connus et désignés aux dits plan et livres de renvoi officiels comme étant les lots numéro treize cent dix-huit, treize cent dix-neuf, treize cent vingt, treize cent vingt et un, treize cent vingt-deux, treize cent vingt-trois, treize cent vingt-quatre, treize cent vingt-cinq, treize cent vingt-six, treize cent vingt-sept, treize cent vingt-huit, treize cent vingt-neuf, treize cent trente, treize cent trente-un, treize cent trente-deux, treize cent trente-trois, treize cent trente-quatre, treize cent trente-cinq, treize cent trente-six, treize cent trente-sept, treize cent trente-huit, treize cent trente-neuf, treize cent quarante, treize cent quarante-un, treize cent quarante-deux,

thereon erected. 2. A farm containing about two hundred and forty acres, more or less—with the buildings thereon erected, said farm situate in the village of Ville-Marie, in the said county of Temiscamingue, and composed of the following lots and parts of lots:

a. The lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers eighteen hundred and three, twelve hundred and eighty six, twelve hundred and eighty seven, twelve hundred and eighty eight, twelve hundred and eighty nine, twelve hundred and ninety, twelve hundred and ninety one, twelve hundred and ninety two, twelve hundred and ninety three, twelve hundred and ninety four, twelve hundred and ninety five, twelve hundred and ninety six, twelve hundred and ninety seven, twelve hundred and ninety eight, twelve hundred and ninety nine, thirteen hundred, thirteen hundred and one, thirteen hundred and two, thirteen hundred and three, thirteen hundred and four, thirteen hundred and five, thirteen hundred and six, thirteen hundred and seven, and the southerly part of lot number twelve hundred and eighty five, containing about four and three quarters ($4\frac{3}{4}$) acres in area; bounded to the west by lots Nos. 1298 to No. 1307, both inclusive; to the south by lot number twelve hundred and eighty six, to the east by part of the lot No. 1804, to the north by that part of the lot No. 1285 sold as hereinafter mentioned to Charles Eustache Brodeur, the line dividing the said southerly part of the said lot No. 1285 from the remainder thereof, running from the north-east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots numbers 1284 and 1285 and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285, and also lot number eighteen hundred and four, less and to be withdrawn from said lot eighteen hundred and four that portion thereof sold by the said Noé Brouillard to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale executed before A. E. Guay, notary, on the fourth day of September nineteen hundred and nine, and registered under No. 3696 in the then second division of the county of Pontiac, said portion so sold at the north-west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land four and one-quarter acres ($4\frac{1}{4}$) in area, being of an irregular shape and containing four hundred and five feet in depth on the line between lots 1804 and 1805; bounded to the north by lot No. 1805, to the west by lot No. 1285, to the south-west by a stream dividing said portion of land from the remainder of said lot No. 1804 and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 and 1805 at a point four hundred and five feet distant from lot No. 1285 and running directly, on the continuation of said Saint Gabriel street to the stream hereabove mentioned, (Nos. 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, pt. 1285 and pt. 1804);

b. The lots of land situate in the said village of Ville-Marie, known and designated on the said official plan and book of reference as lots numbers thirteen hundred and eighteen, thirteen hundred and nineteen, thirteen hundred and twenty, thirteen hundred and twenty one, thirteen hundred and twenty two, thirteen hundred and twenty three, thirteen hundred and twenty four, thirteen hundred and twenty five, thirteen hundred and twenty six, thirteen hundred and twenty seven, thirteen hundred and twenty eight, thirteen hundred and twenty nine, thirteen hundred and thirty, thirteen hundred and thirty one, thirteen hundred and thirty two, thirteen hundred and thirty three, thirteen hundred and

reize cent quarante-trois, treize cent quarante-quatre, treize cent quarante-cinq, treize cent quarante-six, treize cent quarante-sept, treize cent quarante-huit, treize cent quarante-neuf, treize cent cinquante, treize cent cinquante-un, et ces deux lisières de terre connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie susdit, la première sous le nom de rue Brouillard et la seconde sous le nom de rue Vaudreuil, les deux s'étendant de la rue Notre-Dame au Chemin Public Fabre (Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351 et les rues Brouillard et Vaudreuil).

c. Les trois lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-cinq, dix sept cent quatre-vingt-six et dix-sept cent quatre-vingt-sept (Nos 1785, 1786, 1787), moins et à être détachées d'iceux les parties de lots dix-sept cent quatre-vingt-cinq et dix-sept cent quatre-vingt-sept (pt. de 1785 et 1787) vendues par le dit Noé Brouillard à Cyrille Brouillard, par acte de vente passé au village de Ville-Marie, le vingtième jour d'août dernier (1914), devant D. Pellerin, notaire, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Témiscamingue, à Ville-Marie, le vingt-neuvième jour d'août, mil neuf cent quatorze, sous le No 5473.

Pour être vendus comme suit, à savoir:

L'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, dans le comté de Témiscamingue, Qué., le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à TROIS heures de l'après-midi, et l'immeuble en deuxième lieu désigné, au bureau d'enregistrement, pour la division d'enregistrement du comté de Témiscamingue, au village de Ville-Marie, Qué., dans le dit comté le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif. Shérif.
Bryson, Qué., 3 juillet 1915. 4053—28-2
[Première publication, 10 juillet 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } DAME MARIE-LAURE-
No 2983. } MARDOCK McKEN-
ZIE, épouse contractuellement séparée de bien de Raoul Renault et dûment autorisée à ester en justice, contre RAOUL RENAULT, de la cité de Québec, comptable, à savoir:

Les subdivisions Nos 171, 172, 173, 174, 175, (cent soixante-onze, cent soixante-douze, cent soixante-treize, cent soixante-quatorze, cent soixante-quinze) du lot No 48a, (quarante-huit a)

thirty four, thirteen hundred and thirty five, thirteen hundred and thirty six, thirteen hundred and thirty seven, thirteen hundred and thirty eight, thirteen hundred and thirty nine, thirteen hundred and forty, thirteen hundred and forty one, thirteen hundred, and forty two, thirteen hundred and forty three, thirteen hundred and forty four, thirteen hundred and forty five, thirteen hundred and forty six, thirteen hundred and forty seven, thirteen hundred and forty eight, thirteen hundred and forty nine, thirteen hundred and fifty, thirteen hundred and fifty one, and those two strips of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville-Marie aforesaid, the first as Rue Brouillard and the second as Rue Vaudreuil, both extending from rue Notre Dame to Chemin Public Fabre (Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351 and Rue Brouillard and rue Vaudreuil).

c. The three lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers seventeen hundred and eighty five, seventeen hundred and eighty six and seventeen hundred and eighty seven (Nos. 1785, 1786 and 1787), less and to be withdrawn therefrom the portions of lots seventeen hundred and eighty five and seventeen hundred and eighty seven (pt. of 1785 and 1787) sold by the said Noé Brouillard to Cyrille Brouillard, by deed of sale executed at the said village of Ville-Marie, on the twentieth day of August last (1914), before D. Pellerin, notary, and registered in the registry division of the county of Temiscaming, at Ville-Marie, on the twenty nine day of August, nineteen hundred and fourteen, under the No. 5473.

To be sold as follows, to wit:

The immovable property firstly designated, at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, in the county of Temiscaming, Que., on the TWELFTH day of AUGUST next 1915, at THREE o'clock in the afternoon, and the immovable property secondly designated at the registrar's office, for the registration division of the county of Temiscaming, in the village of Ville-Marie, Que., in the said county on the TWELFTH day of AUGUST next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office. Sheriff.
Bryson, Que., 3rd July, 1915. 4054—28-2
[First published, 10th July, 1915].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } DAME MARIE-LAURE-
No. 2983. } MARDOCK McKEN-
ZIE, wife contractually separated as to property of RAOUL RENAULT, and duly authorized to ester en justice, against RAOUL RENAULT, of the city of Quebec, accountant, to wit.

The subdivisions Nos. 171, 172, 173, 174, 175, (one hundred and seventy one, one hundred and seventy two, one hundred and seventy three, one hundred and seventy four, one hundred and

du cadastre officiel de Notre-Dame de Québec, aujourd'hui quartier Belvédère, de la cité de Québec, étant des emplacements situés sur l'avenue Lévis, —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec en outre droit de passage sur les subdivisions Nos 176 et 177 (cent soixante-seize et cent soixante-dix-sept) du lot No 48a (quarante-huit a).

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 29 juillet, 1915.
[Première publication, 31 Juillet, 1915.]
[Deuxième publication, 14 Août, 1915.]

ED. BEGIN,
Député-shérif.

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
No 919. } **vs FERDINAND**
BEGIN, de la cité de Québec, commis, à savoir:

Le lot No 454 (quatre cent cinquante-quatre) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le Boulevard Langelier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière annuelle de \$5.72 payable à l'Hôpital Général de Québec, le 29 septembre de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 15 juillet 1915.
[Première publication, 17 juillet 1915].
[Deuxième publication, 31 juillet 1915].

ED. BEGIN,
Député shérif.

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Rimouski. } **VICTOR FILTEAU**
No 1592. } **vs CYPRIEN**
PLOURDE, savoir:

Tous les droits d'occupation, de défrichement, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro trente-trois-A au cadastre officiel du deuxième rang du canton Cabot.

Le lot numéro trente-quatre-B au cadastre officiel du deuxième rang du canton Cabot,—avec les bâtisses sus-construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Moise, le PREMIER SEPTEMBRE prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Rimouski, 28 juillet 1915.
[Première publication, 31 juillet 1915].

CHS. D'ANJOU,
Shérif.

(seventy five) of lot Mo. 48a (forty eight a) of the official cadastre of Notre Dame de Quebec, now Belvédère Ward of the city of Quebec, the above emplacements being situated on Levis Avenue, with the buildings thereon erected,—circumstances and dependencies, together with a right of passage on the subdivisions Nos. 176 and 177 (one hundred and seventy six and one hundred and seventy seven) of the lot No. 48a (forty eight a)

To be sold *en bloc.*

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 29th July, 1915.
[First published, 31st July, 1915.]
[Second published, 14th August, 1915.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC;**
No. 919. } **vs FERDINAND**
GIN, of the city of Québec, clerk, to wit:

The lot No. 454 (four hundred and fifty four) of the official cadastre for Saint Roch ward of the city of Québec, being an emplacement situate on Boulevard Langelier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$5.72 payable to the Hopital Général de Québec, on the 29th September of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTIETH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 15th July, 1915.
[[First published, 17th July, 1915].
[Second published, 31st July, 1915].

ED. BEGIN,
Deputy shérif.

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Rimouski, to wit: } **VICTOR FIL-**
No. 1592. } **TEAU, vs**
CYPRIEN PLOURDE, to wit:

All the rights of occupation and clearing of preemption and other rights which the Defendant as or may have in and upon the lot number thirty three A upon the official cadastre of the second range of the township of Cabot.

The lot number thirty four B upon the official cadastre of the second range of the township of Cabot, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Moise, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, 28th July, 1915.
[First published, 31st July, 1915].

CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.
District de Rimouski, } **VICTOR FILTEAU**
No 4921. } vs **EDOUARD**
PLOURDE, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichements, de préemption et autres que le défendeur a et peut avoir sur le lot numéro trente-trois-B au cadastre officiel du deuxième rang du canton Cabot—avec bâtisses sus-construites.

Le lot numéro trente-quatre-A au cadastre officiel du deuxième rang du canton Cabot.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Moise le **PREMIER SEPTEMBRE** prochain, 1915, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,
Bureau du shérif. Shérif.
Rimouski, 28 juillet 1915. 4517—31-2
[Première publication, 31 juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **EUGENE BE-**
No 216. } **NOIT**, De-
mandeur; contre **ELOI BEAUDRY**, Défendeur.

Un emplacement situé au village de La Providence, sur la rue Saint-Michel, étant partie du lot numéro cent huit (p. 108), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec bâtisses y érigées et borné comme suit: En front la rue Saint-Michel, en profondeur Azarie Ledoux, d'un côté Olivier Robida, et de l'autre côté E. Beaudoin.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe **MARDI**, le **DIXIEME** jour d'**AOÛT** prochain (1915), à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 3 juillet 1915. 4063—
[Première publication, 10 juillet 1915.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.
Sainte-Scholastique, à savoir: } **JOSEPH**
No 429. } **DES-**
JARDINS, Demandeur; vs **J. E. OSWALD**
CHAPUT, Défendeur, et **JOSEPH EMILE**
MAILLE, curateur au délaissement, savoir:

A. Un terrain situé au sud de la Rivière aux Chiens, en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cinquante-huit (58) contenant trente-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.
District of Rimouski, } **VICTOR FIL-**
No 4921. } **TEAU**, vs
EDOUARD PLOURDE, to wit:

All the rights of occupation, clearing and pre-emption and other rights which the defendant has or may have in and upon the thirty three B, upon the official cadastre of the second range of the township of Cabot—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Moise, on the **FIRST** day of **SEPTEMBER** next, 1915, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office. Sheriff.
Rimouski, 28th July, 1915. 4518—31-2
[First published, 31st July, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } **EUGENE BE-**
No. 216. } **NOIT**, Plain-
tiff; against **ELOI BEAUDRY**, Defendant.

An emplacement situate in the village of La Providence, on Saint-Michel street, being a part of lot number one hundred and eight (p. 108) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinthe—with buildings thereon erected, and bounded as follows: in front by Saint Michel street, in depth by A. Ledoux, on one side Olivier Robida, and on the other side E. Beaudoin.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Saint Hyacinthe, **TUESDAY**, on the **TENTH** day of **AUGUST** next (1915), at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 3rd July, 1915. 4064
[First published, 10th July, 1915.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.
Sainte Scholastique, to wit: } **JOSEPH DES-**
No. 429. } **JARDINS**,
Plaintiff; vs **J. E. OSWALD CHAPUT**, Defend-
ant, and **JOSEPH EMILE MAILLE**, curator
to the surrender, to wit:

A. A lot of land situate south of the River aux Chiens, in the parish of Sainte Therese de Blainville, district of Terrebonne, designated upon the official plan and book of reference of said parish, under the number fifty eight (58) contai-

six (36) arpents en superficie plus ou moins, moins ce que vendu pour le chemin de fer Canadien du Pacifique.

B. Un autre terrain situé au même lieu, contenant trois (3) arpents de largeur, de forme irrégulière et borné au bout nord par le terrain du chemin de fer; au bout sud par le ruisseau le séparant de la terre de C. F. Bouthillier; vers l'ouest, le terrain en premier lieu décrit et de l'autre côté à la terre des représentants Aquilas-Delorme, et faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Thérèse de Blainville, sous le numéro soixante-et-un (61)—avec une maison une grange et autres bâtisses dessus construites sur le lot en premier lieu décrit. Le tout pour être vendu constituant une ferme.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte Thérèse de Blainville, dit district, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, 1915, à DIX heures de l'avant midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 26 juillet, 1915. 4497-31-2
[Première publication, 31 juillet 1915]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Trois-Rivières
Trois-Rivières, à savoir: } JEAN BAPTISTE
No 82. } TELAPRISE,

Demandeur; vs ARTHUR MORIN, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur à savoir: Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Théophile du Lac, rang Saint-Mathieu sud, de quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur, le tout plus ou moins; joignant au nord-est à Edouard Langevin, au sud-ouest à Joseph Jourdain, la dite terre connue et désignée sous le numéro huit cent cinquante-deux (852) et la moitié longitudinale nord-est du numéro huit cent cinquante-trois (½ N.-E. No 853) au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, avec bâtisses, avec en outre le droit que le défendeur peut avoir dans un chemin de réserve sur la terre de Edouard Langevin, pour passé une coulée qui traverse la terre ci-dessus, cette cession de droit de passage est sans garantie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 juillet, 1915. 4505—31-2
[Première publication, 31 juillet, 1915.]

ning thirty six (36) arpents in superficies, more or less, less the portion thereof sold to the Canadian Pacific Railway Company.

B. Another lot of land situate at the same place, measuring three (3) arpents in width, of irregular outline, and bounded at the north end by the land of the Railway Company, at the south end by the brook dividing said lot of land from the land of C. F. Bouthillier; toward the west by the land firstly above described and on the other side by the land of the representatives of Aquilas Delorme, and forming part of the lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Therese de Blainville under the number sixty one (61)—with a house, barn and other buildings erected upon the lot firstly hereinabove described. The whole constituting one single farm.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Therese de Blainville, said district, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 26th July, 1915. 4498-31-2
[First published, 31st July, 1915].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three-Rivers to wit: } JEAN BAPTISTE
No. 82. } L A P R I S E ,

Plaintiff, vs ARTHUR MORIN, Defendant.

As belonging to said defendant, to wit: A farm lying and situate in the parish of Saint Théophile du Lac, Range Saint Mathieu south, of four arpents and a half in front by twenty arpents in depth, the whole more or less, bounded towards the north east by Edouard Langevin, towards the south west by Joseph Jourdain, the said farm being known and designated under the number eight hundred and fifty two (852) and the north-east longitudinal half of the number eight hundred and fifty-three (N. E. ½ of 853), upon the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel with the buildings thereon and the rights which the defendant may have in a reserve road on the land of Edouard Langevin to cross a coulée which lies across the above land, said grant of right of passage being unwarranted.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, et ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 28th July, 1915. 4506—31-2
[First published, 31st July, 1915].

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-cinq juin 1915, de nommer Mademoiselle Maria Mignault, de la cité de Montréal, agent de surveillance des enfants catholiques traduits devant la cour de jeunes délinquants, dans la cité de Montréal. 4433

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by Order in Council bearing date the twenty fifth day of June, 1915, to appoint Miss Maria Mignault, of the city of Montreal, probation officer for catholic children brought before the Juvenile Delinquents' Court, in the city of Montreal. 4434

Avis du Gouvernement

Alberta Crude Oil, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23 juillet 1915, constituant en corporation MM. Edmond Proulx, agent; Laurent Yvon Frégeau, commis; Michael Schneider, Louis Caron et Michael Shaughnessey, agents, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

■ Chercher, ouvrir, explorer, développer, améliorer, maintenir et gérer, creuser des mines pour toutes sortes de minéral et substances minérales, pétrole, huiles minérales ou gaz et en faire le commerce; ériger ou acquérir par aucun titre et exploiter des fonderies, raffineries ou autres manufactures pour affiner, manufacturer et utiliser les produits susdits; exercer l'industrie de commerçants généraux en rapport avec aucune des affaires ci-haut décrites, et en général faire toutes sortes d'affaires qui peuvent être utiles ou accessoires à l'exercice d'aucune des industries ou opérations ci-haut décrites;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières, propriétés mobilières et immobilières, options, pouvoirs, privilèges, et les louer, les grever, les mettre sous permis, les hypothéquer et les vendre, en disposer ou en faire le commerce autrement en tout ou en partie, ou tout intérêt s'y rattachant, et les payer en argent ou en actions, ou obligations de la compagnie ou les deux;

Accepter, acquérir et détenir comme considération pour minéral, métaux, gaz, pétroles ou minéraux vendus ou aliénés autrement, ou pour marchandises fournies ou travaux faits par contrat ou autrement, des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de ou dans toutes autres compagnies ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie maintenant incorporée, et les vendre ou en disposer autrement;

Construire, changer, exploiter, exécuter ou contrôler, et acheter, louer ou acquérir autrement, et vendre, arrenter, ou en disposer autrement tous travaux, conduites principales, tuyaux, lignes, machines ou usines de toutes sortes et description, équiper, entretenir et exploiter au moyen de l'électricité ou le gaz ou autre pouvoir hydraulique ou mécanique, tous travaux appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle peut avoir des intérêts et contribuer, au moyen de subsides, aider autrement ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, régie, exécution ou contrôle;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagement de toutes personnes ou compagnies exerçant aucune partie de l'industrie que cette compagnie maintenant incorporée est auto-

Government Notices

Alberta Crude Oil, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of July, 1915, incorporating Messrs. Edmond Proulx, agent; Laurent Yvon Frégeau, clerk, Michael Schneider, Louis Caron and Micheal Shaughnessey, agents, of the city of Montreal, for the following purposes:

To search for, open, prospect for, develop, improve, maintain and manage, bore mines for all kinds of ores and mineral substances, petroleum, mineral oil or gas and deal therein; to erect or acquire under any title and operate foundries, refineries or other manufactories for refining, manufacturing and utilizing the above products; to carry on the business of general dealers in connection with any of the above businesses, and generally any business which may be incidental or conducive to the carrying on of any of the business or operations above described;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or any other legal title, mines, mining lands, rights, mining property, moveable and immoveable property, options, powers, privileges and to lease, pledge, grant permits in respects of, hypothecate, sell, dispose of or otherwise deal with the same, in whole or in part, or any interest therein, and to pay for the same, either in cash or in shares or bonds of the company, or both;

To accept, acquire and hold as the consideration for ores, metals, gas, petroleum or minerals sold or otherwise disposed, or for goods supplied or work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any other company the objects of which are similar to those of this company hereby incorporated, and to sell or otherwise dispose of same;

To construct, alter, exploit, execute or control, and to purchase, rent or otherwise dispose of any works, mains, pipes, lines, machinery or shops of every kind and description; to equip, maintain and exploit by means of electricity, gas or other hydraulic or mechanical power any works belonging to the company or in which it may be interested, and to contribute to, subsidize, or otherwise assist or take part in searching for, opening, prospecting for, developing, improving, maintaining and managing, boring mines for all kinds of ores, mineral substances gas and petroleum;

To purchase or otherwise acquire and take over the whole or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which the company now being incorporated is authorized to carry on,

risée à exercer, ou possédant des biens propres aux fins de son industrie, et les payer en argent ou en action ou obligations de la compagnie ou les deux;

De temps en temps demander, acheter ou acquérir par cession, transport ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout statut, ordonnance, ordre, licence, pouvoirs, autorité, franchise, concession, droit ou privilège que tout gouvernement ou autorité suprême municipaux ou locaux, ou toute corporation ou autres pouvoirs publics peuvent être autorisés à décréter, faire ou accorder, et payer pour leur mise à exécution, y aider ou contribuer, et approprier aucune partie du capital des obligations ou biens de la compagnie ou paiement des frais, charges et dépenses d'iceux;

Acheter, acquérir par achat, concession, donation, transport, échange ou autre titre légal, trafiquer de toute manière avec les actions, parts, obligations ou autres valeurs et preuves de titres, d'autres compagnies ou corporations de même nature, ou les actions, parts, obligations ou autres valeurs de la présente compagnie, pourvu qu'elles aient été payées par ailleurs, au préalable, et le droit de les vendre à, ou les faire vendre par toute personne ou compagnie aux termes, conditions, escomptes ou commissions que les directeurs jugeront convenables;

Les directeurs pourront payer à même les fonds de la compagnie toutes les dépenses concernant la formation et l'enregistrement de la compagnie et pour l'annoncer, et rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant des actions du capital de la compagnie ou des débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, faire tous les actes, actions et choses qui peuvent être utiles ou nécessaires à l'accomplissement de tous ou aucun des objets susdits;

La compagnie aura le droit de payer tous ou aucune partie des bénéfices réalisés par la compagnie, selon qu'il sera jugé à propos, par l'émission en faveur des actionnaires d'actions acquittées de la compagnie au lieu d'argent comptant;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie, et payer telle fusion en argent ou en actions ou obligations de la présente compagnie ou les deux; conclure des conventions pour le partage des profits et l'achalandage avec toute autre compagnie exerçant une industrie semblable, et acquérir, posséder et vendre des actions ou autres valeurs de telles compagnies et en disposer;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et pour services rendus par les promoteurs et autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie ou des deux, suivant la décision des directeurs, sous le nom de "Alberta Crude Oil, Limited", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de juillet 1915.

C. J. SIMARD,

4475-31-2 Sous-secrétaire de la province.

ARRETE EN CONSEIL

No 873.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 28 juillet 1915 et approuvé par le lieutenant-gouverneur le 28 juillet 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION, POUR LES FINS DE LA LOI ELECTORALE, DE CERTAINS TERRITOIRES

or possessed of property suitable for the purposes of its business, and to pay for the same in cash or in shares or bonds of the company or both;

From time to time to apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy all statuts, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, acquire by purchase, grant, gift, transfer, exchange or other legal title, and in any way deal with the stock, shares, bonds or other securities and evidences of title of other companies or corporations of a like nature, or the stock, shares, bonds or other securities of the present company, provided they be previously paid up, and the right to sell the same to or have the same sold by any person or company upon such terms, conditions, discounts or commissions which the directors may think convenient;

The directors may pay out of the funds of the company all expenses incurred for the formation, registration and advertising of the company, and to remunerate any person or company for services rendered in placing the shares of the capital of the company or its debentures or other securities or the conduct of its business, to do all the acts, actions and things which may be deemed incidental or conducive to the attainment of all or any of the above objects;

The company may pay the whole or any part of the benefits realized by the company, according as it may be deemed fit, by the issue in favor of the shareholders of paid up shares of the company instead of cash;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the present company, and to pay such amalgamation in cash or in paid up shares or bonds of the present company or both; to make any agreements for the sharing of profits and goodwill with any other company carrying on a similar business; and to acquire, hold and sell and dispose of shares or other securities of such companies;

To pay all expenses in connection with the formation of the company and for services rendered by the promoters and others, either in cash or in paid up shares of the company or both as the directors may decide, under the name of "Alberta Crude Oil, Limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

4476-31-2 Deputy Provincial Secretary.

ORDER IN COUNCIL

No. 873.

Copie of a report of the executive Council bearing date the 28th July, 1915, and approved by the Lieutenant Governor on the 28th July, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF CERTAIN

NON ORGANISÉS DES DISTRICTS ÉLECTORAUX DE CHICOUTIMI, LABELLE ET MATANE.

L'honorable Premier Ministre intérimaire, dans un mémoire en date du 28 juillet 1915, recommande d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec.

(Dans le district électoral de Chicoutimi)

Le canton Otis à la municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie;

(Dans le district électoral de Labelle)

À la municipalité du canton Loranger; les lots 1 à 37, inclusivement, de chacun des rangs nord et sud chemin Chapleau, canton Montigny, et les lots 1 à 21, inclusivement, de chacun des rangs 1 et 2 du chemin Gouin, canton Montigny;

À la municipalité de la partie ouest du canton Boyer, tous les lots du canton Boyer qui ne font partie d'aucune municipalité;

À la municipalité du canton Kiamika, les lots 38 à 45, inclusivement, de chacun des rangs nord et sud du chemin Chapleau, canton Montigny;

À la municipalité du canton Marchand, les lots 1 à 15, inclusivement, de chacun des rangs 1, 2, 3 et 4 du canton Nantel;

(Dans le district électoral de Matane)

À la municipalité de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, les lots 15 à 44, inclusivement, du rang est et 18 à 47, inclusivement, du rang ouest du chemin Kempt, canton Causapsal.

(Certifié) WM. LEARMONTH,
4539 Greffier du Conseil exécutif intérimaire.

UNORGANIZED TERRITORIES OF THE ELECTORAL DISTRICTS OF CHICOUTIMI, LABELLE AND MATANE.

The honourable the Acting Prime Minister in a report dated the 28th July, 1915, recommends to annex for the purposes of the Quebec Election Act.

(In the electoral district of Chicoutimi.)

The township of Otis to the municipality of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie.

(In the electoral district of Labelle.)

To the municipality of the township of Loranger; the lots 1 to 37, both inclusive of both the ranges north and south of Chapleau road, township of Montigny and the lots 1 to 21, both inclusive, of both ranges 1 and 2 of Gouin road, township of Montigny.

To the municipality of the west part of the township of Boyer, all the lots of said township of Boyer not included in any municipality.

To the municipality of the township of Kiamika, the lots 38 to 45, both inclusive of both ranges north and south of Chapleau road, township of Montigny.

To the municipality of township of Marchand, the lots 1 to 15, both inclusive, of each of ranges 1, 2, 3 and 4 of the township of Nantel.

(In the Electoral district of Matane.)

To the municipality of the parish of Saint Jacques le Majeur de Causapsal, the lots 15 to 44, both inclusive, of range west and 18 to 47, both inclusive, of range west of Kempt road, township of Causapsal.

(Certified) WM. LEARMONTH,
4540 Acting Clerk Executive Council.

Avis de Faillites

District de Saint-François.

In re Robert Lavallière, Bury, Failli.
Avis est par le présent donné que le 10ième jour de juillet 1915, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

GEDEON E. BEGIN,
Gardien Provisoire.

Bureau de Belanger et Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 27 juillet 1915. 4521

Cour Supérieure.

Canada
Province de Québec,
District de Bedford.
No 251.

Re François Potvin, commerçant de la ville de Farnham, district de Bedford,
Débiteur-Insolvable;

et
Joseph-S. Poulin, avocat du même lieu,
Créancier-Requérant-Cession.

Avis est par les présentes donné, que le débiteur a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sweetsburg, district de Bedford.

F. MEUNIER,
Gardien-provisoire.
Farnham, 24 juillet 1915. 4529

Bankrupt Notices

District of Saint-Francois.

In re Robert Lavallière, Bury, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the tenth day of July, 1915, the aforesaid insolvent has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors.

GEDEON E. BEGIN,
Provisional Guardian.

Belanger and Begin,
155 Wellington street.
Sherbrooke, 27th July, 1915. 4522

Superior Court.

Canada
Province of Quebec,
District of Bedford.
No. 251.

Re François Potvin, of the town of Farnham, district of Bedford,
Insolvent-Debtor.

and
Joseph S. Poulin, advocate, of the same place,
Creditor.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment his assets for the benefit of his creditors on the 24th of July instant, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Sweetsburg, according to law.

F. MEUNIER,
Provisional Guardian.
Farnham, 24th July, 1915. 4530

District de Saint-François.

In re Joseph Bureau, Compton, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 août 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs conjoints.

Bureau, Bélanger et Bégin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 27 juillet 1915. 4523

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Kalil Mouferage, Insolvable.
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que j'ai été ce jour, par ordre de cette cour, nommé curateur aux biens du susdit.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date afin d'être colloquées sur le bordereau de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 28 juillet 1915. 4525

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Severien Bleau, Montréal, Failli.
Avis est par les présentes donné, que le vingt-unième jour de juillet 1915, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

G. E. MARTIN,
Subrogé Gardien Provisoire.

Bureau, Edifice McGill,
211 rue McGill, Montréal.
Montréal, 31 juillet 1915. 4527

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saguenay.
Lorenzo Cauchon, marchand-général de la Malbaie, comté de Charlevoix, a le 27ème jour de juillet 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, 27 juillet 1915. 4533

AVIS

In re La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, La Pontiac et Ottawa, En liquidation.
Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objections jusqu'au seizième jour d'août 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

ALBERT BOULAIS,
Liquidateur.

Papineauville, 27 juillet 1915. 4531

District of Saint Francis.

In re Joseph Bureau, Compton, Insolvent.
A first and final sheet of dividend has been prepared in the aforesaid matter which will be subjected to objection till the 12th day of August, 1915, after such date that dividend will be payable at our office.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

Belanger and Begin,
155 Wellington Street.
Sherbrooke, 27th July, 1915. 4524

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Kalil Mouferage, Insolvent,
and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by judgment of this Court, I have been, on this day, appointed curator to the estate of the insolvent aforesaid.

Sworn claims must be filed in my office within 30 days of the present date in order that the same may be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 28th July, 1915. 4526

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Severien Bleau, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, on the twenty first day of July, 1915, the insolvent aforesaid has made a judicial abandonment of his properties to the benefit of his creditors.

G. E. MARTIN,
Subrogated Provisional Guardian.

Office, McGill Bldg.,
211, McGill Street, Montreal.
Montreal, 31st July, 1915. 4528

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saguenay.
Lorenzo Cauchon, general merchant of Murray Bay, Co. Charlevoix, has on the 27th day of July, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the Superior Court for the district of Saguenay, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardian.

Office: 101, Saint Peter, Street,
Quebec, 27th July, 1915. 4534

NOTICE

In re La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, "La Pontiac & Ottawa", In liquidation.
A first sheet of dividend has been prepared in that matter which will be opened to objection till the sixteenth day of August 1915, after such date the dividends shall be payable at my office.

ALBERT BOULAIS,
Liquidator.

Papineauville, 27th July, 1915. 4532

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES

SALE FOR MUNICIPAL TAXES

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

CITÉ DE SOREL

CITY OF SOREL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné A. O. Cartier, greffier de la cité de Sorel, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à dix heures de l'avant-midi, Mardi, le septième jour de Septembre prochain, en la salle publique de l'hôtel-de-ville de la Cité de Sorel, pour taxes et autres redevances municipales, à moins que les dites taxes et autres redevances municipales ne soient payées avec les frais, avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, A. O. Cartier, city clerk of the city of Sorel, that the real estates after mentioned will be sold, on Tuesday, the seventh day of September next, at the public hall of the city hall of the city of Sorel for municipal taxes and dues, unless the same be paid with costs, before the sale, to wit:

No du Cadastré. Cadastral No.	Noms des Propriétaires. Names of the Proprietors.	Profession. Calling.	Taxes fon- cières et autres re- devances. Property taxes and other char- ges.	Intérêts. Interests.	Frais. Costs.	Total dû. Total due.
775	Célanire Boucher, épouse de —wife of W. H. Tranche- montagne.....	Bourgeois.....	187.95	11.87	8.48	208.30
Pt. 326	Narcisse Beauchemin.....	Poissonnier. — Fish dealer.....	11.00	1.56	1.80	14.36
71-72-73	Succession.—Estate Philip- Boucher.....		18.00	2.48	3.12	80.60
De 280	do do	Taxe spéciale.—Spe- cial tax.....	57.00			
765	Napoléon Chevalier.....	Journalier.—Laborer..	12.00	1.08	3.57	16.66
399-157	Jean Robert.....	Agent d'immeubles.— Real estate agent...	36.00			
Pt. 158	do do	Taxe spéciale.—Spe- cial tax.....	36.83	10.36	10.68	93.87
Pt. 342	Delphine Guévremont, Vve Norman Guilbault.....		13.15	1.40	3.12	17.67
33 de	Adéline Landry, Vve.—wi- dow Joseph Thibault.....		4.50	.54	.90	5.94
280						

Hôtel-de-Ville, Sorel, 14 juillet 1915.

City Hall, Sorel, July 14th 1915.

A. O. CARTIER,

Greffier de la cité.—City Clerk.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES

Avis public est par le présent donné que les propriétés immobilières ci-dessous mentionnées seront vendues par moi, en mon bureau, à l'Hôtel-de-Ville de Montréal-Sud, JEUDI, le 17 AOUT 1915, à DIX heures de l'avant-midi, pour réclamations de la ville de Montréal-Sud pour taxes et cotisations qui lui sont dûes; aussi pour taxes scolaires dûes aux Commissaires d'Ecoles de la Commission Scolaire Catholique de Montréal-Sud ainsi qu'aux Commissaires des Ecoles Protestantes des ville et paroisse de Longueuil.

NOTICE OF SALE OF IMMOVEABLES

Public notice is hereby given that the immoveable properties mentioned below, will be sold by me at my office in the town of Montreal-South, on TUESDAY the 17th day of AUGUST 1915, at TEN o'clock in the forenoon, upon claims by the town of Montreal-South for taxes and assessments due and for school taxes due to the School Commissioners of the Catholic School Board of Montreal-South; and the Protestant School Commissioners of the town and parish of Longueuil.

Numéro du cadastre. Cadastral Number.	Subdivisions	Rue Streets	Propriétaire Imposable Assessed Proprietor	Montant réclamé	Amount Claimed.	Tôtal	
				Cotisations annuelles Annual Assessments	Montant réclamé Taxes Scolaires Amount Claimed. School Taxes.		
158	71	Ave Victoria..	James W. White..	34.02	5.86	39.88	Les frais seront ajoutés avant la vente. — Cost to be added previous to the sale.
158	84	Av. S.-Hélène	Miss Carrie Rowley	23.54	5.77	29.31	
157	18	Ave Hindland	Succ. - Estate James Short.....	6.30	3.85	10.15	
155	19	Ave Joliette..	Mde-Mrs S. Day..	7.99	2.27	10.26	

Pour être vendues à mon bureau, à l'Hôtel-de-Ville de Montréal-Sud, JEUDI, le 17 AOUT 1915, à DIX heures de l'avant-midi. Le montant du prix d'achat à être payé par l'acheteur immédiatement après adjudication d'icelles, conformément à l'article 5763 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

M. M. CONDON,
Crefrier de la Ville.

Bureau du Greffier, Montréal-Sud, P.Q.
27 juillet 1915

4537-31-2

To be sold at my office in the Town Hall of Montreal South on TUESDAY the 17th day of AUGUST, 1915, at TEN o'clock in the forenoon. The amount of purchase money is to be paid by the purchaser immediately upon the adjudication thereof, according to article 5763, Revised Statutes of Quebec, 1909.

M. M. C NDON,
Town Clerk.

Town Clerk's Office, Montreal South, P. Q.,
27th July, 1915.

4538-31-2

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3905

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

3906

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bélanger vs Côté.....	1879
" Bellemare vs Michaud.....	1879
" Bogislansky vs Baranov.....	1879
" Chauret vs Chartrand.....	1879
" Fink vs Clark.....	1880
" Fournier vs Lemelin.....	1878

ANNONCEURS, avis aux, 1908.

ARRÊTÉS EN CONSEIL:—Concernant l'annexion pour fins loi électorale territoires, Chicoutimi, Labelle et Matane, 1904.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—Montreal Tramways Coy, 1883.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Antoine de Pontbriand, 1883; La Cie d'assurance mutuelle contre le feu paroisse de Saint-Jean, 1875; La Société Administration Générale, 1876; Prudential Trust Company Ltd. of Montreal, 1876; The Montreal Trust Company of Montreal, 1876; Capital Trust Corporation Ltd. of Ottawa, 1876; The Canada Trust Company of London Ont., 1876; The Canadian Trust Company of Montreal, 1876.

AVIS:—Avis d'un arrêté en conseil confirmant acte de donation en faveur de Isle of Skye Cemetery Company, 1875.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS:—Royal Baking Powder Company, 1875.

ERRATA:—Page 1819—24 juillet 1915, No 4299-4300. Page 510, 1er mars, 1913, No 887-88, 1878.

Index of the Quebec Official Gazette. No. 31.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Gagné vs Francœur.....	1880
" Lacasse vs Fortin.....	1878
" Lemieux vs Pépin.....	1878
" Ménard vs Quenn.....	1880
" Shapiro vs Maron.....	1879
" Tessier vs Davidson.....	1879

ADVERTISERS, notice of, 1908.

ORDERS IN COUNCIL:—Annexation for the purposes of the Quebec Election Act of certain territories to electoral districts of Chicoutimi, Labelle and Matane, 1904.

ANNUAL GENERAL MEETING:—Montreal Tramways Coy, 1883.

ASSOCIATION, INSURANCE OR COMPANY:—The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Antoine of Pontbriand, 1883; The Mutual Fire insurance company of the parish of Saint John, 1875; The General Administration Society, 1876; Prudential Trust Company Ltd. of Montreal, 1876; The Montreal Trust Company of Montreal, 1876; Capital Trust Corporation Ltd. of Ottawa, 1876; The Canada Trust Company of London, Ont., 1876; The Canadian Trust Company of Montreal, 1876.

NOTICE:—Notice of Order in Council confirming Deed of Donation in favor of Isle of Skye Cemetery Company, 1875.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Royal Baking Powder Company, 1875.

ERRATA:—Page 1819—24th July, 1915, No. 4299-4300. Page 510 1st March, 1913, No. 887-88, 1878.

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Agalli Bros.....	1881
Blatter Bros Ltd.....	1880
Bleau.....	1906
Bureau.....	1906
Campbell's Bay Clothing Company.....	1861
Cauchon.....	1906
Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu La Pontiac et Ottawa.....	1906
Dechènes.....	1882
Field.....	1881

FAILLIS:—INSOLVENTS:

Jacobson.....	1882
John Stewart & Company.....	1881
Lavallière.....	1905
L. G. Leclerc & Cie.....	1882
Moir.....	1883
Mouferage.....	1906
Potvin.....	1905
The Cosmopolitan Store.....	1882
Zain.....	1880

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Académie des Sports Ltée.....	1874
Alberta Crude Oil Limited.....	1803
La Fonderie de Victoriaville.....	1871
La Cie des Modes Ltée.....	1872
L'Habitation Economique Inc.....	1868
North End Coal Coy Ltd.....	1864
Park Riverside Ltée.....	1869

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Pierre Gauthier & Fils Ltée.....	1870
Standard Development Coy.....	1877
The H. and W. Importing Company.....	1866
The Quebec Home Builders Ltd.....	1865
The Royal Press Ltd.....	1873
The Weedon Chemical Coy.....	1871

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—De Ouiatchouan, paroisse de Roberval, 1877.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Of Ouiatchouan, parish of Roberval, 1877.

NOMINATIONS:—Delle Maria Mignault, agent de surveillance, cour des jeunes délinquants, cité de Montréal, 1903; Inspecteur d'écoles district de Montréal, 1863; Juges de paix, district de Montréal et Ottawa, 1863.

APPOINTMENTS:—Delle Maria Mignault, Probation officer Juvenile Delinquents' Court, city of Montreal, 1903; School Inspector, district of Montreal, 1863; Justices of the peace, district Montreal, Ottawa, 1863.

ORDRE DE COUR:—Larouche vs Héritiers Turcotte, 1883.

ORDER OF COURT:—Larouche vs Heirs Turcotte, 1883.

PROCLAMATION:—Prorogation des Chambres, 1864.

PROCLAMATION:—Parliament prorogued, 1864.

RATIFICATION:—La Cie Paquet Ltée à J. H. Gignac, Ltée., 1884.

RATIFICATION:—The Paquet Co Ltd, to J. H. Gignac, Ltd., 1884.

VENTE PAR ENCAN:—Saint-Romuald Hardwood Flooring Co., Ltd., 1885.

AUCTION SALE:—Saint Romuald Hardwood Flooring Co., Ltd., 1885.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—Corporation de la ville de Montréal Sud, 1908; La cité de Sorel, 1907.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—Corporation of the town of Montreal South, 1908; City of Sorel, 1907.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

SHERIFS' SALES:

ARTHABASKA:—Bilodeau vs Doherty, 1886; Banque Québec, vs Bissonnault et al, 1856.

ARTHABASKA:—Bilodeau vs Doherty, 1886; Quebec Bank vs Bissonnault et al, 1886.

BEAUCE:—The National Optical Co., Ltd., vs Labonté, 1887.

BEAUCE:—The National Optical Co., Ltd., vs Labonté, 1887.

BEAUHARNOIS:—Guay (Dme) vs Chartier, 1887.

BEAUHARNOIS:—Guay (Dme) vs Chartier, 1887.

MONTCALM:—Demers vs Coursol, 1888.

MONTCALM:—Demers vs Coursol, 1888.

MONTMAGNY:—Létourneau, failli, 1888; Lagueux vs Fortin, 1889.

MONTMAGNY:—Letourneau, insolvent, 1888; Lagueux vs Fortin, 1889.

MONTRÉAL:—City of Westmount vs Donohue, 1894; Bryant vs Legatt, 1895; Clark vs Marotta, 1895; Delles Ella & Jessie McWillie vs Adolphe and Samuel Stein, 1893; Finley, Smith & Co., vs Heritiers Minta, 1896; Houle vs Smalsky & Smalsky, 1892; Lamoureux, failli, 1897; Larose vs Dionne, 1891; Lotbiniere Lumber. Company Ltd., vs Canadian Quarries Construction Coy., Ltd., 1892; Delle Moquin vs Allard, 1894; Maillé (Dme) vs Siminovitch, 1886; Malo et al vs Boyer, 1894; Paquette vs Lasalle, 1896; Patenaude vs Skillen, 1893; The Sun Life Coy of Canada vs Griffitte, 1893; Vanasse vs Robillard, 1889; Zudick, Shapiro & Shprinster, faillis, 1892.

MONTRÉAL:—City of Westmount vs Donohue, 1894; Bryant vs Legatt, 1895; Clark vs Marotta, 1895; Delles Ella & Jessie McWillie vs Adolphe and Samuel Stein, 1893; Finley, Smith & Co., vs Heirs Minta, 1896; Houle vs Smalsky & Smalsky, 1892; Lamoureux, insolvent, 1897; Larose vs Dionne, 1891; Lotbiniere Lumber Company Ltd., vs Canadian Quarries Construction Coy., Ltd., 1892; Delle Moquin vs Allard, 1894; Maillé (Dme) vs Siminovitch, 1896; Malo et al vs Boyer, 1894; Paquette vs Lasalle, 1896; Patenaude vs Skillen, 1893; The Sun Life Coy of Canada vs Griffitte, 1893; Vanasse vs Robillard, 1889; Zudick, Shapiro & Shprinster, insolvents, 1892.

PONTIAC:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 1897.

PONTIAC:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 1897.

QUÉBEC:—La cité de Québec, vs Begin, 1900; Dme McKenzie vs Renault, 1899.

QUÉBEC:—The city of Quebec, vs Begin, 1900; Dme McKenzie vs Renault, 1899.

RIMOUSKI:—Filteau vs C. Plourde, 1900; Filteau vs E. Plourde, 1901.

RIMOUSKI:—Filteau vs C. Plourde, 1900; Filteau vs E. Plourde, 1901.

SAINT-HYACINTHE:—Benoit vs Beaudry, 1901.

SAINT HYACINTHE:—Benoit vs Beaudry, 1901.

TERREBONNE:—Desjardins vs Chaput, 1901.

TERREBONNE:—Desjardins vs Chaput, 1901.

TROIS-RIVIÈRES:—Laprise vs Morin, 1902.

THREE RIVERS:—Laprise vs Morin, 1902.

QUEBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.